

2012

Aménagement du territoire

Compte-rendu

4^e rendez-vous de la Cornouaille

L'armature urbaine cornouaillaise

9 décembre 2011 - Criée de Concarneau



- ▶ Aménagement du territoire
- ▶ Développement économique
- ▶ Projets de territoire
- ▶ Énergie
- ▶ Observation territoriale

Quimper
Cornouaille
Développement

www.quimper-cornouaille-developpement.fr

Ce rendez-vous tenu le 9 décembre 2011 s'inscrit dans la lignée des précédentes éditions des rendez-vous de la Cornouaille, dont le premier s'est tenu à Fouesnant et Ergué-Gabéric en 2008 autour de l'activité industrielle cornouaillaise de Bolloré, le second en 2009 au Guilvinec sur la question du très haut débit et le troisième en 2010, à Briec, autour des questions énergétiques.

La présente édition se proposait de traiter de l'armature urbaine bretonne et cornouaillaise, expliquant le choix de Concarneau, seconde ville de Cornouaille et centre d'une communauté passant bientôt au statut de communauté d'agglomération. La CCI de Quimper-Cornouaille a bien voulu nous accueillir dans les locaux du port, au cœur de l'un des pôles majeurs de l'économie cornouaillaise.

Plus de 80 personnes ont participé à cette rencontre préparée par Quimper Cornouaille Développement et animée par Anne Tréguer, au cours de laquelle sont intervenus, après les mots d'accueil et d'introduction d'André Fidelin, maire de Concarneau, et de Bernard Poignant, président de Quimper Cornouaille Développement, Luc Mallet, de Quimper Cornouaille Développement, Jean Ollivro, géographe, Daniel Delaveau, maire de Rennes, et les élus porteurs des SCoT cornouaillais, interventions complétées de moments d'échanges et de débat avec l'assistance.

Ronan Marcel, directeur de Quimper Cornouaille Développement

Sommaire

Discours d'ouverture.....	3
<i>Accueil des participants (Anne Tréguer)</i>	3
<i>Mot de bienvenue (André Fidelin)</i>	3
<i>Introduction (Bernard Poignant)</i>	4
Les interventions.....	5
<i>Éléments caractéristiques de l'armature urbaine cornouaillaise (Luc Mallet)</i>	5
<i>Quel avenir pour l'équilibre urbain de la Cornouaille ? (Jean Ollivro)</i>	8
<i>Rôles et responsabilités de la capitale régionale (Daniel Delaveau)</i>	12
Echanges avec la salle.....	15
Table ronde : quelles problématiques pour les SCoT ?	19
Conclusion de Bernard Poignant	23
Annexes.....	23

Discours d'ouverture

Accueil des participants

Anne Tréguer (journaliste)



Bienvenue à tous pour ce 4^e rendez-vous de la Cornouaille consacré cette année à l'armature urbaine.

Nous sommes dans l'ancienne criée de Concarneau, un lieu où il y avait beaucoup d'activités et d'échanges. Je pense que cet après-midi le thème choisi par Quimper Cornouaille Développement suscitera nombre d'échanges et de réflexions. Sujet d'actualité aussi, bien que défini avant que plusieurs élus bretons de tous bords et toutes tendances politiques confondues lancent un Appel¹, mi-novembre 2011, pour défendre les villes moyennes. On verra ce qu'il en est. Suite à cet Appel, Bernard Poignant a invité Daniel Delaveau, maire de Rennes, président de Rennes métropole et de l'Assemblée des Communautés de France à se joindre à nos réflexions.

Je laisse la parole à l'hôte des lieux, M. André Fidelin, maire de Concarneau.

Mot de bienvenue

André Fidelin (maire de Concarneau, vice-président aux affaires économiques de la communauté de Concarneau Cornouaille)



Bienvenue aux participants de ce 4^e rendez-vous de la Cornouaille. Bienvenue dans cette salle, qui a perdu sa fonction de salle des ventes depuis que le poisson se vend et s'achète sur Internet, et merci à la CCI de Quimper Cornouaille pour le prêt des locaux.

C'est un honneur, M. le président, que vous ayez choisi Concarneau pour vos travaux et réflexions et c'est un grand plaisir de vous accueillir ici, rendant ainsi hommage au monde économique de Cornouaille. Vous connaissez mon attachement à la cause de l'entreprise et au monde de l'entreprise cornouaillais, qui présente un tissu économique riche et varié. L'entreprise est un partenaire de la vie locale et c'est pourquoi nous, élus, désirons être toujours plus proches d'elles, de leurs préoccupations et de leurs attentes.

Concarneau c'est 20 000 habitants, une grande façade maritime sur le littoral de Bretagne sud et la ville centre de la 4C, qui passera en communauté d'agglomération en janvier 2012 car elle dépasse les 50 000 habitants sur 9 communes. On y trouve tous les équipements et services publics dignes d'une ville moyenne. Ville d'art et d'histoire liée à un patrimoine culturel et économique : ville close née de la fortification Vauban, vitrine de la ville avec 1 million de visiteurs/an, et port de pêche avec encore 10 000 tonnes débarquées en 2011.

Au plan économique, de nouvelles aventures technologiques se préparent en Cornouaille avec une base industrielle compétitive et une recherche de pointe, une économie réactive et en prise sur le monde. A Concarneau les activités économiques sont diversifiées autour de grands pôles : la pêche (première activité économique) les entreprises de transformation du poisson, la construction et réparation navale, l'interprofession du port, la construction de bateaux de plaisance et de luxe et l'économie touristique.

Au plan de la démographie et de l'emploi il y a actuellement une demande forte en matière d'urbanisation. Concarneau est une ville attractive, une ville dynamique. Par contre c'est vrai que les jeunes ont du mal à se loger du fait du foncier et la municipalité privilégie les réserves foncières dans les projets publics ou privés en direction des jeunes familles. Souvent les jeunes partent pour les études supérieures vers les pôles universitaires de Rennes, Nantes ou Brest, puis se dirigent ensuite vers des bassins d'emplois à valeur ajoutée... et reviennent tardivement à Concarneau pour la retraite. La population est donc relativement vieillissante.

La forte activité touristique ouvre à des emplois saisonniers. Nous nous attachons, nous élus locaux, à développer la création d'emploi. Sans emploi, la Cornouaille risque de s'asphyxier et de voir une partie de sa population partir vers de grandes métropoles, ce qui est parfois malheureusement le cas aujourd'hui. Pour éviter cette fuite en avant nous devons être responsables et aider les entreprises afin qu'elles créent des richesses. Nous devons conserver dans notre bassin d'activités une économie dynamique, en diversifiant ses pôles, pour offrir une qualité de vie aux habitants de notre territoire.

¹ Le texte de cet Appel pour l'équilibre urbain de la Bretagne est disponible sur <http://communv.p5alias.domicile.fr/appe1/index.php>

Anne Tréguer

Merci M. Fidelin d'avoir brossé le portrait économique et démographique d'une ville moyenne de Cornouaille. Bernard Poignant, président de Quimper Cornouaille Développement et de Quimper Communauté, je vous passe la parole pour replacer dans son contexte ce 4^e rendez-vous de la Cornouaille.

Introduction

Bernard Poignant (maire de Quimper, président de Quimper Communauté, de Quimper Cornouaille Développement, président du Pays de Cornouaille)



Pourquoi ce thème de l'armature urbaine bretonne et cornouaillaise pour le 4^e rendez-vous de la Cornouaille ?

Première raison, l'INSEE prévoit un gain de population pour la Bretagne de 20 000 habitants par an à l'horizon de 15-25 ans, et annonce aussi des créations d'emplois à cet horizon. Il faut donc que nous réfléchissions à l'organisation territoriale pour les accueillir.

Deuxième raison, un dispositif législatif récent (décembre 2010) a nettement accru l'orientation intercommunale en permettant la création de « métropoles »² (Nantes et Bordeaux à l'ouest peuvent rentrer dans ce dispositif) et de « pôles métropolitains »³ (Brest et Rennes sont dans ce cas en Bretagne). Cette évolution réglementaire aura des effets sur l'armature urbaine régionale.

Troisième raison, le Conseil régional a demandé aux agences d'urbanisme et de développement bretonnes de travailler sur ce thème. Il est apparu que notre système urbain actuel avait une certaine harmonie, à laquelle nous tenons, et qu'il n'était pas inutile de le présenter, d'en discuter et d'en percevoir les évolutions.

Quatrième raison, nous sommes en train de bâtir nos SCoT. Il va falloir les coordonner et on ne peut pas, dans ce travail, ignorer ces questions.

La cinquième et dernière raison est liée à l'actualité. Une pétition a été lancée mi-novembre en faveur des villes bretonnes, pétition dont le premier signataire est Jean Ollivro, universitaire géographe invité du 4^e rendez-vous de la Cornouaille. Dans le même temps, dans un autre registre, Daniel Delaveau et Jean-Marc Ayrault (député-maire de Nantes) ont rendu publics certains de leurs échanges et cherchent à accentuer leur travail en commun. J'ajoute que Quimper et Brest font la même chose sous la forme d'une entente, dispositif très souple du code général des collectivités territoriales pour construire des coopérations entre villes.

Si j'énumère toutes ces raisons, c'est pour que vous voyiez bien que la Bretagne travaille la question de l'organisation de son territoire, de sa hiérarchie et de son équilibre urbains et qu'il n'était donc pas inutile de réfléchir ensemble à cette question importante pour l'avenir de notre région.



² EPCI à fiscalité propre de plus de 500 000 habitants

³ EPCI à fiscalité propre formant un ensemble de plus de 300 000 habitants et l'un d'eux dépassant 150 000 habitants

Les interventions

Anne Tréguer

Luc Mallet, c'est à vous. Vous êtes directeur d'études urbanisme à Quimper Cornouaille Développement, qui a coordonné l'organisation de cet après-midi. Vous allez nous donner à la fois quelques éléments de lecture et de définitions, notamment sur les aires urbaines et plus particulièrement sur la Cornouaille, avec un certain nombre de cartes à l'appui. Mais avant, vous allez nous restituer rapidement le travail sur l'armature urbaine bretonne mené ensemble par les agences d'urbanisme et de développement économique bretonnes.

Éléments caractéristiques de l'armature urbaine cornouaillaise

Luc Mallet (directeur d'études urbanisme à Quimper Cornouaille Développement)

Intervention sur la base de cartes projetées sur écran, annexées au présent document.



Restitution de la première phase de l'étude « le polycentrisme breton est-il un modèle d'avenir ? »

Cette étude, demandée aux agences d'urbanisme et de développement de Bretagne par la Région, se déroule en 3 temps. La première phase a consisté en un bilan synthétique des travaux et réflexions existantes afin d'en relever les consensus et divergences. Elle a été clôturée par un séminaire début juillet 2011. La seconde phase est une approche typologique des trajectoires de développement à l'œuvre, par le biais d'indicateurs statistiques (plus de 50). C'est ce que nous produisons actuellement et il est trop tôt pour vous offrir des éléments d'analyse. La troisième phase portera sur l'analyse de l'évolution de territoires témoins.

La première phase, dont je vais vous faire ici une restitution rapide, analysait les écrits d'auteurs⁴ que nous avons réunis, avec d'autres experts, le 1er juillet à Rennes⁵ (cf. la liste des participants en annexe). La journée était organisée en 3 thèmes : « L'armature urbaine bretonne, un modèle spécifique et efficace ? » / « Quels modèles d'avenir pour l'armature urbaine bretonne ? » / « Quelle gouvernance pour l'armature urbaine de demain ? ». Nous avons préalablement interrogé les participants par la méthode de l'abaque de Régnier⁶ pour disposer non d'un sondage mais d'un outil d'animation du débat permettant d'enrichir la discussion et d'argumenter les points de vue.

Parmi les éléments que l'on peut donner à ce stade :

- Il s'agit d'une question complexe et qui touche plusieurs échelles.
- Les relations entre les territoires ne sont pas assez prises en compte, notamment la mobilité domicile-travail, enseignement supérieur-recherche, client-fournisseur.
- Accord sur le risque de déstructuration liée à la périurbanisation : mise en cause des identités et limites des villes, processus d'exclusion sociale.
- Phénomène de littoralisation ; une gestion concertée du littoral est indispensable.
- Besoin de réarticuler urbain et rural.
- Du fait des mobilités des habitants, les bassins de vie dépassent les frontières des collectivités et de la citoyenneté. On est citoyen de plusieurs territoires mais on ne s'exprime que sur un seul et tout reste à inventer en matière de gouvernance territoriale élargie.
- Le Pays est un territoire reconnu en Bretagne mais il reste une articulation entre Pays à développer.
- Nécessité de différencier les nécessaires fonctions métropolitaines de leur polarisation sur une métropole.

Les aires urbaines 2010

L'INSEE a sorti en novembre les nouvelles aires urbaines suite à la précédente version qui datait de 1999. Cette représentation du fait urbain par l'institut national n'est pas neutre et, pour bien comprendre sa signification, il est nécessaire de détailler sa méthode d'élaboration (cf. encadré « Constructions des Aires urbaines – définitions »).

⁴ « L'armature urbaine bretonne. Synthèse des fiches de lecture », Quimper Cornouaille Développement / ADEUPA / AUDELOR / AUDIAR / CAD22, avril 2011, 16p., document disponible sur www.quimper-cornouaille-developpement.fr rubrique Publications

⁵ « Le polycentrisme breton : un modèle territorial d'avenir ? Synthèse du séminaire organisé par le réseau des agences bretonnes le 1er juillet 2011 », Quimper Cornouaille Développement / ADEUPA / AUDELOR / AUDIAR / CAD22, septembre 2011, 12p., document disponible sur www.quimper-cornouaille-developpement.fr rubrique Publications

⁶ Outil de prospective qui présente une somme d'affirmations par rapport auxquelles chacun doit se positionner

Constructions des aires urbaines – définitions

L'**unité urbaine** est un ensemble de communes qui comporte sur son territoire une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants où aucune construction n'est séparée de la plus proche de plus de 200 mètres. En outre, chaque commune concernée possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie.

Un **pôle** désigne une unité urbaine qui offre au moins 1 500 emplois et qui n'est pas située dans la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

Parmi ceux-ci, on distingue les **grands pôles urbains** (unités urbaines d'au moins 10 000 emplois), les **moyens pôles** (unités urbaines de 5 000 à moins de 10 000 emplois) et les **petits pôles** (unités urbaines de 1 500 à moins de 5 000 emplois).

Les **couronnes des grands pôles urbains** sont les communes ou unités urbaines dont au moins 40 % des actifs résidents travaillent dans le pôle et les communes attirées par celui-ci selon un processus itératif.

L'ensemble constitué par un grand pôle urbain et sa couronne est appelé **grande aire urbaine**.

Certaines communes ou unités urbaines ne sont pas attirées par une seule aire urbaine, mais par plusieurs. On définit le concept de **communes multipolarisées des grandes aires urbaines** comme les communes ou unités urbaines dont au moins 40 % des actifs résidents travaillent dans plusieurs grandes aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles.

L'ensemble constitué par les couronnes des grands pôles urbains et les communes multipolarisées des grandes aires constituent l'**espace périurbain**. L'ensemble formé par un moyen pôle et sa couronne est appelé **moyenne aire** et l'ensemble formé par un petit pôle et sa couronne petite aire.

Parmi les communes non présentes dans les grandes, moyennes et petites aires et qui ne sont pas multipolarisées des grandes aires, on détermine les **autres communes multipolarisées** dont au moins 40 % des actifs résidents travaillent dans au moins deux aires.

Les communes restantes sont nommées **communes hors influence des pôles**.

En résumé, la carte des aires urbaines 2010 a été construite suivant des critères de continuité du bâti, d'un minimum de 2 000 habitants, d'un nombre d'emplois et des mobilités domicile-travail des actifs.

Les aires urbaines en Bretagne

La carte des aires urbaines en Bretagne (carte n°1 en annexe) illustre parfaitement le phénomène de périurbanisation, la polarisation de l'emploi et la diffusion de l'habitat. En comparaison avec 1999, on est passé de grandes aires urbaines bien distinctes à un fort étalement des grands pôles. 5 grands ensembles émergent en Bretagne : Rennes, Brest, Quimper, Morbihan sud (Vannes, Auray, Lorient) et costarmoricaïn (St Brieuc, Guingamp, Lannion prolongé jusqu'à Morlaix). Par ailleurs, certains pôles ont augmenté de taille, notamment Pont-l'Abbé, Carhaix, Locminé qui sont passés à la catégorie de moyen pôle.

Les aires urbaines en Cornouaille

Si on revient à l'échelle de la Cornouaille (carte n°2 en annexe), mais cela se voit dès l'échelle bretonne, ce qu'on note avant tout c'est la multitude de pôles : la Cornouaille est plus polycentrique que d'autres territoires. Le grand pôle quimpérois, constitué de Quimper, Ergué-Gabéric, Plomelin et Pluguffan élargit son aire à Elliant avec les nouvelles définitions des aires urbaines mais on constate que sa couronne reste limitée. Il n'absorbe pas les autres pôles cornouaillais, dont certains ont vu leur taille diminuer (Douarnenez, Quimperlé) et d'autres augmenter (Pont-l'Abbé).

Bannalec est passée en commune multipolarisée tandis que Scaër est devenue commune isolée. L'attractivité du littoral sud, la littoralisation, apparaît nettement sur les cartes.

Caractérisation de l'armature urbaine cornouaillaise

Population

La répartition de la population au km² (carte n°3 en annexe) fait ressortir nettement les villes historiques et leur couronne, et les littoraux qui forment des espaces denses et homogènes. La carte en anamorphose⁷ (carte n°4 en annexe), bien qu'un peu difficile à lire, montre encore plus clairement les phénomènes d'attractivité.

Emploi

La répartition de l'emploi est conforme à l'armature urbaine et est donc relativement bien répartie sur tout le territoire (carte n°5 en annexe). Mais en anamorphose calculée sur la variation de l'emploi entre 1993 et 2010 (carte n°6 en annexe), la polarisation sur le centre se manifeste avec Ergué-Gabéric et St Evarzec qui ressortent fortement tant en valeur absolue qu'en progression.

Déplacements

Les flux domicile-travail (cartes n°7 et 8 en annexe) montrent bien également l'armature urbaine. Les communes urbaines de première couronne quimpéroise enregistrent les plus forts déplacements mais les liaisons avec les premières communes de l'armature (ex: Concarneau, Douarnenez...) sont également importantes ainsi que celles entre les pôles secondaires. Sans oublier les mobilités avec l'extérieur du territoire, notamment de Quimperlé vers Lorient ou de Quimper vers Brest et Lorient. Les infrastructures de transport (réseau routier, ferré, transports par cars, gare, aéroport...) structurent le territoire (carte n°9 en annexe).

Fonctions urbaines

Les grandes fonctions urbaines que sont les équipements et services à la population (loisirs/culture, commerce, éducation, santé) structurent très clairement l'armature urbaine cornouaillaise (cartes n°10 à 15 en annexe).



Anne Tréguer

Merci Luc Mallet. Jean Ollivro, géographe, professeur à l'université de Rennes, vous allez nous rappeler pourquoi le schéma urbain de la Cornouaille, mais aussi de la Bretagne, est ainsi aujourd'hui. On va faire un petit retour dans le passé avant, ensuite, de se projeter vers l'avenir. Quel avenir pour les villes moyennes bretonnes ? Pour les grandes villes ? Pour les petites villes ? Est-ce que tout le monde a le même avis on le verra après. Finalement, derrière toutes ces évolutions urbaines, il y a un véritable enjeu de société. C'est ce que vous allez nous expliquer maintenant.

⁷ L'anamorphose est une carte dans laquelle les surfaces originales sont étendues ou contractées pour représenter un attribut des surfaces originales. Les superficies sont altérées, souvent de manière importante, parfois au point de ne plus reconnaître la forme des surfaces originales.

Quel avenir pour l'équilibre urbain de la Cornouaille ?

Jean Ollivro (professeur de géographie à l'Université Européenne de Bretagne, président de Bretagne prospective)

Intervention sur la base de cartes projetées sur écran, que M. Ollivro n'a pas souhaité nous laisser pour publication.



Merci à Quimper Cornouaille Développement, à Bernard Poignant et à Luc Mallet de m'avoir invité.

C'est très bien que ce débat soit ouvert : il y a vraiment des différences de fond entre des visions métropolitaines et d'autres appelant à un équilibre urbain pour le territoire breton, point de vue soutenu par des géographes bretons mais aussi par des gens de droite (Pierre Méhaignerie) comme de gauche (Claudy Le Breton).

Premier point que je veux évoquer, c'est le fait qu'on n'est pas dans une crise mais dans une mutation avec un scénario que je qualifie de mondialité. La mondialité, c'est la mondialisation, l'instantanéité et la re-territorialité. Une enquête, que j'ai réalisée en 2010 auprès d'étudiants de Rennes 2, montre qu'on a un nouveau genre humain qui utilise massivement les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) avec 4 usages : la communication, les loisirs, la recherche d'informations, la gestion du quotidien. Loin de l'idée d'une jeunesse sans frontière, le premier usage de l'outil Internet, c'est « où est-ce le moins cher et le plus près ? ». Simultanément, on est dans une rupture avec l'explosion du coût de l'énergie et l'épuisement des ressources en pétrole d'ici 30 ans. La période des 20-30 ans à venir, avant la transition énergétique, va être d'une grande difficulté. Dans ce contexte de mondialité, comment vont fonctionner les sociétés qui auront sur leurs écrans des mondes devenus physiquement de plus en plus inaccessibles ? C'est une question de fond et il faut réfléchir à ce scénario là pour le temps à venir.

Réflexion sur le temps long

Depuis 1850 et le premier recensement fiable, la Bretagne a connu d'énormes bouleversements démographiques. 2 raisons essentielles, mais il y en a d'autres, à cette évolution : la mécanisation du monde rural et la vitesse. La modernisation du monde paysan a fait que les campagnes se sont dépeuplées. En 1950, 60% des actifs travaillaient dans l'agriculture, à caractère familial, où les gens consommaient à 90% ce qu'ils produisaient. L'habitat était dispersé avec de nombreux hameaux. Ensuite, on a vu apparaître des rubans reliant les villes entre elles et comme superposés au monde agricole et rural. Ces routes ont favorisé la société de la vitesse et l'ascension urbaine.

Une ville c'est quoi ? C'est un espace qui agence les complémentarités productives entre des territoires distants. Elle se crée avec des logiques très tertiaires et pour participer à ce mouvement, il est nécessaire de s'éduquer, d'où le bouleversement éducatif breton.

Conséquences de ces mutations :

- le développement de l'urbain puis du périurbain avec la diffusion de l'automobile
- une croissance différente selon les territoires : plus c'est argoat, agricole, ouest, carrefour plus cela a régressé, plus c'est littoral, sud, est, urbain et périurbain, espace de confins et de frontières, plus le territoire a progressé.

On a ainsi un modèle qui explique que, selon qu'on cumule les éléments favorables ou défavorables, on a une croissance plus ou moins forte de la population. Par exemple Nantes, qui cumule tous les avantages (plat, sud, est, littoral, urbain ...), est la ville qui a connu la plus forte croissance de Bretagne.

Les évolutions récentes créent diverses ruptures avec une croissance à 2 échelles.

Première échelle : la croissance se fait dans les deuxième, troisième voire quatrième couronne urbaines (ex : autour de Rennes extrêmement dilatée). Les ouvriers et employés sont chassés des villes, car pour avoir accès au foncier ils doivent partir à 40-50 km. Les emplois restent concentrés dans les villes tandis qu'on a laissé l'habitat partir dans tous les sens.

Deuxième échelle : le différentiel est/ouest se renforce indiscutablement, peut-être parce que l'essentiel des aménagements se fait en haute Bretagne. On peut penser au TGV breton qui n'arrive qu'à Rennes même s'il permet ensuite de gagner du temps pour Brest et Quimper, et l'aéroport ND des Landes, c'est encore à l'est. Quant à l'ouest, juste un parc marin et le tramway à Brest !

Dans ce cadre-là, on peut imaginer un scénario où on aurait une basse Bretagne asséchée et 2 métropoles dominant le territoire à l'est. Les coopérations Rennes-Nantes c'est bien mais cela reste entre métropoles alors qu'on pourrait envisager des coopérations au niveau de toute la Bretagne.

Réflexion sur le temps court

Une attractivité démographique forte mais des risques très importants.

Premier risque : les enjeux périurbains. Les villes fabriquent de l'exclusion sociale en lointaine couronne : si on calque la carte de la croissance périurbaine avec celle des revenus on constate que plus on est pauvre, plus on doit aller loin pour accéder à la propriété. Malgré les politiques sociales qui existent plus dans les grandes villes, comme Rennes et Nantes, que dans d'autres, dans l'ensemble les niveaux de revenus moyens sont divisés par 1 à 4 quand on s'éloigne de 20 à 30 km. L'exclusion par la mobilité est incontestable.

Le modèle de la ville durable -on densifie le centre et les transports collectifs- ça marche au niveau de la commune. Par contre les migrations pendulaires, effectuées en voiture car les transports en commun en périphérie ne sont jamais rentables, amènent à une impasse environnementale.

La grande métropole fabrique donc de l'exclusion sociale et est loin d'être un modèle écologique ; elle est liée à l'énergie bon marché et avec son renchérissement, on risque d'avoir le phénomène inverse : un assèchement métropolitain. Pour moi la grande ville, le grand Londres ou le grand Paris, ce sont les riches entre eux dans le centre avec les commodités du transport collectif et les pauvres en lointaine couronne obligés à des navettes onéreuses.

Ici en Cornouaille, la mobilité relève peu des transports collectifs, très difficile à agencer car la population est très dispersée, mais de migrations diffuses et de proximité.

Deuxième risque : l'enjeu du littoral. C'est un enjeu très fort en Cornouaille. La croissance importante des résidences secondaires suscite de graves problèmes. D'abord une très forte hausse du prix du foncier puis ensuite, même si au début cela peut être positif avec une augmentation de la population, on constate à présent une baisse dans les communes touristiques et les petites villes. Ce sont souvent les jeunes qui sont obligés de partir en zone rétro-littoral, face à la concurrence résidentielle de populations plus riches et plus âgées. Autre problème, souvent les communes sont surendettées pour répondre aux pics de la population estivale alors que 10 mois sur 12 ce sont des villes fantômes. On est donc confronté à des inégalités sociales et générationnelles.

Les enjeux pour le temps à venir

Le modèle de développement durable qu'on nous propose est un modèle au singulier. On n'y voit ni le citoyen (la responsabilisation des gens), ni la gouvernance (votre spécialité), ni les territoires.

De fait il n'y a pas un développement durable mais des développements régionaux et locaux durables. Ce qui est à faire en Cornouaille n'est pas la même chose que dans le Léon ou ailleurs. C'est à vous de faire les choix de société pour votre Pays.

Le cadre collectif d'un projet pour la Bretagne devrait pour moi être l'idée d'une Bretagne belle, prospère, solidaire et ouverte sur le monde. Personne n'est contre et c'est déjà un atout. Les richesses se créent dans les mises en complémentarités, c'est à dire qu'il faut réfléchir aux interactions entre ces éléments pour un véritable développement durable régional. En essayant de modéliser ces interactions, on arrive à mon sens à 4 éléments majeurs pour l'avenir breton.



Economie par les territoires

Pour une Bretagne prospère, il faut des activités productives. On a beaucoup vanté l'économie résidentielle mais c'est une catastrophe, une "déséconomie" résidentielle le plus souvent. Le tourisme n'est utile que s'il est digéré par les habitants, un tourisme permanent qui génère des richesses tangibles, monnayables avec plus d'hébergement chez l'habitant que de résidences secondaires. Or la carence de la Bretagne c'est de faire 80% d'hébergement sous cette dernière forme.

Les activités productives doivent être de proximité, permettre aux gens de se prendre en charge : avec l'essor du coût de l'alimentaire et de l'énergie, on commence à regarder ce qu'on a sous les pieds pour faire des richesses. Il faut, je crois, accompagner ce mouvement qui peut créer des milliers et des dizaines de milliers d'emplois en Bretagne.

On a tout ce qu'il faut en Bretagne pour produire de l'énergie or on importe 91% de notre consommation. Bâtissons plutôt des ceintures énergétiques qui alimentent les petites villes et créent la ruralité, sans opposer l'urbain à l'agricole comme dans tous les SCoT et PLU. On a oublié la ruralité qui est la clé de la création des emplois dans le monde qui arrive. Il y a déjà 6 000 usines de méthanisation en Allemagne qui créent 30% des revenus des agriculteurs pour seulement une poignée en Bretagne où il faut surmonter l'agrément des lobbys nationaux que sont EDF et GDF.

Une économie de substitution et de proximité pour l'alimentaire aussi : les filières courtes seront la clé du futur. Développer, par exemple, la pêche de proximité et l'alevinage, plutôt que d'aller pêcher au grand large, crée des emplois sur place. Ça a été fait avec la coquille St Jacques en baie de St Brieuc ou la langoustine au Guilvinec.

Troisième point, pour avancer au niveau économique, il faut du « lourd », des industries. Dans l'ensemble le nombre de sièges sociaux augmente, y compris dans le monde rural. On a à la base de la pyramide un bouillonnement d'une économie informelle et au milieu, par contre, une fragilisation de l'économie industrielle, en dehors de l'agroalimentaire. NB : L'agroalimentaire ce n'est pas 6% du PIB comme le dit l'INSEE mais, selon mes calculs avec tous ses éléments amont et aval, un gros tiers de l'économie régionale et, en plus, un emploi extrêmement bien réparti dans les territoires, qui participe à l'aménagement des territoires bretons. Soyons persuadés qu'une société qui ne produit pas de richesses tangibles et monnayables n'a aucun avenir économique. Il faut qu'on coure plus vite que les français sur le sujet à mon avis.

Le pays des villes modestes

Autre point clair, il faut un autre projet urbain pour une autre organisation des mobilités et de la logistique. Si on réfléchit à ce qu'est la Bretagne au niveau géographique, c'est un modèle avec de grandes métropoles, un deuxième réseau de villes (Brest, Lorient, Vannes ...) et un troisième niveau de villes intermédiaires (Concarneau, Quimperlé, Auray, Châteaulin ...). L'échelle des Pays est la véritable échelle de l'organisation bretonne. Comme le disait le démographe breton Gilbert Le Guen en parlant de la Bretagne : « le pays des villes modestes ».

En fait, c'est le défi de la mobilité qui devient un enjeu majeur et des auteurs disent que la vraie ville durable ce n'est pas la grande métropole dilatée mais les villes où l'on a une grande proximité entre les emplois, les commerces, les services, les logements. On peut également faire de la densité dans les petites villes et avec un habitat individuel, ce que souhaitent les gens, plutôt que de vouloir faire leur bonheur malgré eux en les mettant dans des collectifs.

On parle d'exclusion sociale mais on ne dit jamais où elle est. Or elle est dans les lointaines couronnes périurbaines où, comme le constate l'« Atlas des nouvelles fractures sociales en France », de Christophe Guilluy et Christophe Noyé, le vote FN et le surendettement progressent. Il y a donc aussi des enjeux politiques très lourds et le maillage de villes moyennes en Bretagne est la clé de la réussite et de l'avenir breton. Les tenants de la grande métropole sont dans la carotte financière, le quantitatif plus que la logique de projet, mais attention : ce ne sont pas les plus gros qui courent forcément le plus vite.

Le défi de la mobilité

Face à l'augmentation du coût de l'énergie, il y a 4 stratégies que peuvent adopter les élus. Aujourd'hui on redécouvre l'itinérance. Les déplacements étant chers, ce ne sont plus les populations qui vont vers les services mais l'inverse : soins à domicile, portage de repas, livraison... on assiste à une explosion des modalités de l'itinérance et ça va se renforcer. Stratégie complémentaire : le scénario « du côté de chez Swann », favorisant au maximum la proximité. Comme les expériences faites, notamment à Rennes à Villejean, où on a remis de petits magasins qui ont recréé de la proximité pour les populations à l'échelle parfois des quartiers. « Bouger pour s'en sortir », troisième stratégie. Les déplacements sont indispensables pour accéder à la culture, à l'emploi, etc. mais c'est très compliqué : il faut réorganiser les déplacements de ville à ville, de pôle à pôle, multiplier le covoiturage, les transports à la demande... Enfin, dernier scénario, « Tous aux abris ». C'est l'utilisation de tout ce qui est Internet pour limiter les déplacements physiques : e-administration, e-commerce...

Agencement nouveau des mobilités mais aussi, en Bretagne, de la logistique, parce que si le coût de l'énergie augmente, le prix du transport va exploser en Bretagne où nous sommes dépendants à 95% de la route. Il faut ici changer le regard sur la Bretagne, au bout du monde par la terre mais, en tournant la carte, au centre de 5 capitales si l'on veut bien redécouvrir la mer. Nantes doit devenir un grand hub portuaire, nous avons un réseau de villes littorales, c'est aussi de l'urbanité. Enfin il faut développer le cabotage et travailler avec l'Europe. Je parle de re-territorialité mais je ne suis pas pour le local uniquement. Dans ce cadre-là, au-delà de coopérations métropolitaines, affirmons une Bretagne ouverte sur la mer, c'est une clé du développement futur, et dépassons le stade de la Bretagne administrée : la Bretagne, c'est aussi Nantes et le tiers de l'économie bretonne qui lui a été enlevée depuis 1941.

L'économie de la « co-naissance »

L'économie par les territoires passe aussi par une économie de la « co-naissance », naître avec le lieu où on vit, que l'on soit breton d'origine ou pas. Ça passe par une éducation renforcée sur les enjeux bretons, et dans ce cadre la langue bretonne me semble fondamentale. Comment peut-on créer une économie responsable si on n'éduque pas les gens à cette ressource que sont nos territoires ?

La beauté : créer un Pays dont on est fier pour plus d'attractivité. N'oublions pas le patrimoine en Bretagne et surtout basse Bretagne, nos villes d'une beauté extraordinaire, ce qui devient de plus en plus rare avec la banalisation des paysages urbains.

La capacité à avancer ensemble est une force des bretons : les premiers pour l'économie sociale et solidaire (associations, mutuelles bancaires, coopératives...), capables d'avoir des structures atypiques comme par exemple « Produit en Bretagne » ou encore dans les années 50 le CELIB (Comité d'étude et de liaisons des intérêts bretons) qui regroupait 1200 communes sur les 1 490 des 5 départements bretons. A une époque où la région Bretagne n'existait même pas de nom, le CELIB réunissait des maires de toutes étiquettes, des plus grandes villes comme des plus petites, les chambres consulaires, les syndicats ouvriers et paysans, le mouvement culturel, les universités...

En conclusion

L'affirmation des Pays et l'équilibre urbain de la Bretagne est la clé pour un développement qui nous soit propre et pour qu'on avance tous ensemble. Si on met 700 emplois de plus à Brest qu'est-ce que ça change ? Si vous les mettez à Châteaulin, ça change tout. On a là des choix stratégiques qui sont de votre responsabilité et qui me semblent importants pour créer de l'équité et ne pas renforcer l'exclusion sociale en lointaine couronne. C'est cette idée que la Bretagne n'est pas en retard d'urbanité et de grosses métropoles mais en avance. Pourquoi reproduire en Bretagne un modèle basé sur de grandes métropoles qui, de manière indiscutable, tend à fragiliser les autres alors que, et plus précisément en Cornouaille, on a la capacité de créer un territoire très original limitant considérablement les phénomènes de ségrégation socio-spatiales et générationnelles ?



Anne Tréguer

J'imagine, parce que j'ai entendu murmurer dans la salle, que vos propos parfois un peu provocateurs ont suscité des réactions. On va laisser tout de suite la parole à Daniel Delaveau qui, je pense, n'a pas forcément le même point de vue.

Rôles et responsabilités de la capitale régionale

Daniel Delaveau (maire de Rennes, président de Rennes métropole et de l'Assemblée des Communautés de France)



C'est important que l'on puisse avoir ce type d'échanges.

Je n'ai pas envie de réagir car il faudrait reprendre point par point et je n'ai pas assez de temps. J'aurais, moi aussi, pu amener des cartes et des chiffres mais j'ai proposé de prendre plutôt le temps d'un véritable séminaire de travail à venir pour mettre à plat sereinement la réalité des choses.

Ce n'est pas la première fois qu'on échange avec Jean Ollivro. Nous avons une approche différente. Je suis pour ma part un homme de terrain, un pragmatique, pas un idéologue ni un mystique. Les géographes, en Bretagne et ailleurs, ne partagent d'ailleurs pas tous ce type d'analyse, notamment au sein de la Conférence des Villes de Bretagne.

Je partage cependant un certain nombre de choses, et même beaucoup, avec Jean Ollivro mais je ne tire pas les mêmes analyses, ni les mêmes conséquences de la réalité observée. Je n'ai pas la même vision de la ville ou de la métropole. Rennes, excusez moi de vous le dire, est une petite ville, évidemment non comparable à Paris ou Mexico.

Région qui a une forte dynamique

Ce qui m'intéresse c'est de voir comment on peut avancer et travailler. On a la chance d'être dans un territoire régional qui a une forte dynamique. Sans me lancer dans la bataille des chiffres, je constate qu'entre 1982 et 1990, à l'échelle des 21 Pays bretons, il y en avait 9 en décroissance démographique et qu'au dernier recensement il n'y en avait plus qu'un et pratiquement plus aujourd'hui. De même au niveau de l'emploi. Entre 1962 et 1999, l'espace rural a perdu 65 000 habitants et le mouvement s'est complètement inversé entre 1999 et 2007 avec + 56 000 habitants. Ce sont maintenant 25 000 habitants de plus chaque année qui sont prévus en Bretagne.

La chance de notre région, c'est son armature

En notant au passage que ceci n'est pas vrai qu'en Bretagne, il ne faut pas faire d'autosatisfaction, c'est une formidable chance que ce réseau de villes grandes, moyennes, petites et d'articulations de nos territoires. Je crois, en effet, qu'on a surtout à articuler les différentes échelles : on est toujours le petit ou le gros de quelqu'un. J'ai vu dans la présentation qui a été faite de la Cornouaille, la place de Quimper et son articulation avec l'ensemble des autres villes, raisonnablement que l'on pourrait reproduire à l'échelle de la région toute entière. On a la chance, je considère cela comme une chance, d'avoir 2 villes plus grandes, Brest et Rennes, et je dis « plus grandes » car ce ne sont pas pour autant des « grandes » villes, et un ensemble, un tissu de villes plus petites.

Je souhaite qu'on mette les choses à plat, qu'on regarde l'ensemble des flux. Il y a des études en cours, et je salue d'ailleurs le travail pas encore terminé de nos 5 agences d'urbanisme. D'autres études sont lancées, comme l'initiative des régions Bretagne et Pays de la Loire avec les préfets, de la Datar et de cabinets d'experts sur cette question du maillage, montrant des relations très fortes entre l'ensemble de nos villes, petites, moyennes ou grandes. D'ailleurs, je ne sais pas où est la frontière entre une petite ville, une moyenne ville ou une grande ville ; là aussi c'est une question d'échelle.

Si l'on regarde les relations préférentielles entre les aires urbaines du grand ouest sur une batterie d'indicateurs économiques et statistiques, on voit très bien la réalité du maillage. Si l'on regarde, par exemple, l'évolution des bases de taxe professionnelle, on voit qu'elle est plus forte à l'échelle de l'ensemble de la Bretagne, et c'est tant mieux, qu'à l'échelle de la métropole. Si je regarde concrètement les pôles de compétitivité qui existent en Bretagne, 355 projets ont été analysés : 53 sont communs entre Brest et Rennes, 54 entre Nantes et Rennes, 25 Lorient-Rennes, 17 Quimper-Rennes...

Quelle conception de la ville ?

J'aime bien l'expression de l'urbaniste et philosophe Olivier Mongin, directeur de la revue Esprit, « C'est quoi la ville ? 3 choses : des flux, des nœuds et des réseaux ». Ou encore Philippe Estèbe ou Martin Vannier qui, à propos de la ville, parlent d'interterritorialité. Aujourd'hui les enjeux de la ville sont dans l'interterritorialité et dans l'accueil des populations et la question de la mobilité. Philippe Estèbe élargit en parlant d'hospitalité. C'est un concept plus fort qui donne toute sa dimension sociale à l'accueil des populations : politiques d'habitat, d'urbanisme et d'aménagement.

Je pense qu'il faut partir du vécu de nos concitoyens. On peut regretter le monde d'hier, avoir la nostalgie du CELIB, mais la capacité de l'ensemble des acteurs bretons à se fédérer existe encore sur des projets structurants et importants pour l'avenir de notre territoire. Elle existe y compris pour le TGV, qui bien sûr arrive à Rennes mais si on veut mettre Quimper et Brest à 3h, il faut bien passer par Rennes parce que c'est la porte d'entrée de la Bretagne.

Coopérations à géométrie variable forte

Alors quand je dis qu'il faut développer les réseaux c'est ce que nous faisons.

Bernard Poignant a évoqué les liens entre Nantes et Rennes. Ce n'est pas nouveau mais nous avons mis un coup d'accélérateur avec Jean-Marc Ayrault, partant d'une approche pragmatique et concrète. On a commencé par une rencontre sur l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation et ce sont les acteurs de terrain, les chercheurs, qui nous ont dit « mais comment ça se fait que vous ne soyez pas capables de travailler ensemble ? ». Et quand je dis innovation, ça ne concerne pas seulement les nouvelles technologies mais tous les secteurs de l'activité économique que ce soit l'agriculture, la pêche, etc.

La relation entre Rennes et Nantes n'est qu'un volet, je crois aux coopérations à géométrie variable forte. Nous avons décidé avec Brest, Nantes, Angers et St Nazaire de créer un pôle métropolitain Loire Bretagne. Nous avons également relancé les relations entre Rennes et St Malo.

Articuler les différentes échelles de territoires

Nous avons à articuler les différentes échelles de territoires et la proximité, qui intéresse à la fois la commune, les intercommunalités, et plus globalement, la région. Aujourd'hui le débat sur l'intercommunalité, c'est tout simplement notre capacité à faire vivre la notion de subsidiarité : on fait ensemble ce qu'on ne peut pas faire tout seul. Il est évident que nous devons renforcer nos intercommunalités sans pourtant remettre en cause la nécessité de développer la proximité.

Quand on parle de la densité urbaine, je constate que le modèle rennais est beaucoup mis en avant à l'échelle nationale et européenne. C'est le modèle de la ville archipel, capable de faire travailler ensemble 37 communes, pour certaines de moins de 1 000 habitants, et une ville centre de 200 000 habitants, avec une approche qui conjugue la nécessité de la préservation des espaces agricoles et naturels. Nous avons été la première agglomération à mettre en place un plan local de l'agriculture avec les partenaires de l'agriculture.

Quand j'entends M. Ollivro vanter, à juste titre, le modèle des Pays-Bas de la densité, y compris avec des maisons individuelles..., je l'invite à regarder plus près dans la plupart des communes de l'agglomération rennaise où la densité s'est faite autour des bourgs et avec un schéma, aujourd'hui un SCoT, qui préserve les grandes liaisons vertes et les espaces agricoles.

Je crois que c'est tout ça qu'il faut qu'on mette en place et c'est pour ça qu'on a besoin de travailler à la fois à l'échelle de l'espace métropolitain Loire Bretagne, à l'échelle de pôles métropolitains de proximité et également au renforcement de nos intercommunalités. Pour une raison très simple : mieux répondre aux besoins concrets de nos concitoyens.



Ségrégation sociale

Je ne vais pas revenir sur les débats sur la ville qui crée la ségrégation sociale. On mélange les causes et les conséquences. Pour les niveaux de revenus par habitant, prenez l'exemple que je connais le mieux celui de l'agglomération rennaise, mais on pourrait en prendre d'autres, c'est dans la ville centre que sont les plus hauts revenus mais aussi les plus faibles. Le modèle de la ségrégation urbaine et de l'étalement urbain, c'est celui que je combats depuis 30 ans que je suis élu. C'est un modèle idéologique qui a privilégié à tout crin l'accession sociale, une bonne chose en soi, mais en envoyant les gens dans le mur et en laissant la ville gérer les plus grandes précarités. D'un côté il y a les grandes communautés d'agglomération, comme la nôtre, qui ont 30% de logements locatifs sociaux et puis des communautés de communes autour qui en ont 6% en moyenne. C'est aussi une réalité très concrète. Et sur la préservation des espaces agricoles, il y a ce que l'on fait dans le cadre d'un plan local de l'agriculture ou des discours sur la préservation du foncier agricole tout en vendant des dizaines d'hectares à des promoteurs pour réaliser des golfs et de l'immobilier avec des maisons à 4 ou 500 000 euros...

Solidarité financière des territoires

J'observe après avoir regardé l'ensemble des schémas de coopération intercommunale qui peuvent exister, et c'est une réflexion d'ordre national en tant que président de l'AdCF, que, comme par hasard, ceux qui mettent le plus en avant les questions de gouvernance ou la peur de se faire manger par plus gros que soi sont aussi ceux qui sont très peu disert sur les questions de solidarité financière, souvent les communautés les plus riches et qui veulent se préserver.

Projet de territoires

On a beaucoup d'atouts en Bretagne, y compris en Cornouaille. C'est un peu l'ensemble de la région qui est à l'image de ce qui se fait ici en Cornouaille. Je crois qu'il faut qu'on cultive ça. J'ai toujours dit que plutôt que d'opposer, de diviser, il faut rassembler, fédérer nos forces et nos atouts. Continuer à développer cette notion de réseau, d'interterritorialité, de coopération à géométrie variable parce que ce qui compte c'est le projet de territoires, au pluriel, à la fois pour la Bretagne, pour chacune de nos communes, pour chacune de nos intercommunalités. Et ce projet là il n'existera que dans le renforcement des coopérations à tous les niveaux et l'articulation de ces différentes échelles.



Echanges avec la salle

Anne Tréguer

Bernard Poignant, quelques mots sur ce qui vient d'être dit ? Daniel Delaveau a parlé de solidarité, il ne faut pas opposer les uns et les autres. Tout à l'heure Jean Ollivro a été un petit peu provocateur il a dit « tous aux abris » et aussi « courons plus vite que les français » qu'avez-vous envie de lui répondre ?

Bernard Poignant (maire de Quimper, président de Quimper Communauté, de Quimper Cornouaille Développement, président du Pays de Cornouaille)

Je ne cherche pas à répondre. Nous devons partir de l'existant, de nos villes, petites, grandes et moyennes ; cette hiérarchie est là, il faut la préserver pour l'avenir. Il faut les densifier un peu toutes, que la population qui va venir ne s'étale pas sur le territoire. On a connu pendant un demi-siècle un très grand étalement en Bretagne. Il faut l'éviter mais, en même temps, il ne faut pas que cela soit concentré en une seule ville et d'ailleurs Daniel Delaveau ne le veut pas. Donc dans les 20 ans qui viennent, nous devons avoir ça à l'esprit pour que la Bretagne ne connaisse pas de banlieue au sens étymologique du terme. La banlieue, vous en avez des échos régulièrement à Marseille, Paris ou Lyon, c'est le centre, quelle que soit la taille de la ville, auquel n'ont pas accès ceux qui sont mis au ban.

La Bretagne doit garder cet équilibre urbain qui, pour moi, est un équilibre humaniste. D'autant plus qu'il y a une qualité pour l'entretenir, c'est une des régions de France où les élus arrivent à travailler ensemble. Jean Ollivro a évoqué des structures « solidaristes » mais nous, élus, avons aussi cette capacité. C'est quand même en Bretagne qu'est née la Conférence des Villes il y a 20 ans. Il y a beaucoup de régions où ce serait impossible de réunir 20 à 25 maires sans qu'ils se regardent en chiens de faïence. Ça été tout de suite, dès les lois de 1992, la région la plus inter-communalisée. C'est ici que régulièrement (c'était le cas lundi dernier) la Région et son président réunit le B15 constitué des présidents de communautés d'agglomération, des 4 présidents de conseil général. Ou encore que, dès que la loi l'a permis (maintenant elle n'interdit pas ce qui existe mais elle interdit d'en créer d'autres) le territoire s'est couvert de Pays ; il y en a 21.

Donc je pense que cette capacité que nous avons, nous élus, à travailler ensemble est aussi liée à notre équilibre urbain. Je ne considère pas Rennes comme une capitale écrasante. C'est une grande ville, elle travaille avec Nantes et je ne les considère pas comme étant des menaces pour la Bretagne. Je ne voudrais simplement pas qu'elles doublent de population et qu'elles nous aspirent. Il ne faut pas que la capitale soit un aspirateur.

Du coup, quel peut-être notre rôle d'élus ? Nous n'avons pas tous les leviers mais nous avons en partie celui des services publics. Par exemple pour l'enseignement supérieur, il y a plusieurs façons de l'organiser en région. Ici il a été organisé à partir de Rennes, Brest, Lorient, Vannes, Nantes et avec un certain nombre de pôles : St Brieuc, Quimper, Morlaix, Pontivy, St Malo. Si je prends l'exemple de l'hôpital, c'est la même chose. Il faut éviter, j'y veille pour Quimper, que l'ensemble du service hospitalier de Cornouaille soit hyper concentré et que les autres ferment. On a déjà connu ça il y a 20 ans bientôt avec Concarneau (Gilbert Le Bris me regarde du coin de l'œil). Je ne multiplie pas les exemples mais nous avons quelques leviers sur les services publics.

C'est plus difficile pour les entreprises. Dans une économie de marché où la liberté d'entreprendre est complète, et c'est tant mieux, celui qui veut installer une entreprise a ses exigences, ses contraintes et on ne peut pas l'installer là où on veut. S'il veut s'installer sur Rennes et si je dis, « ce serait bien pour l'équilibre qu'il vienne à l'ouest », ce n'est pas pour ça qu'il viendra. Nous ne sommes pas dans une économie où l' élu décide de tout et c'est une difficulté pour la répartition des emplois, sauf à changer de système et je ne crois pas que ce serait plus positif. Nous avons aussi les leviers des documents d'urbanisme bien sûr (PLU, SCoT etc.).

Donc nous avons des leviers mais nous ne les avons pas tous.

Gilbert Le Bris (député du Finistère)



L'intervention de Jean Ollivro nous apporte des éléments utiles et instructifs sur l'avenir. Mais je crois qu'il faut avoir une certaine immunité face à ce genre de problématique. Il est toujours très délicat de faire des prévisions parce qu'on a toujours tendance à extrapoler le passé ou le présent. J'ai le souvenir du travail fait par le MIT (Massachusetts Institute of Technology) dans les années 70 qui disait qu'en l'an 2000 on n'avait plus aucune chance d'exister. Or nous sommes encore bien là. Donc il faut relativiser tout ça.

Une question à Jean Ollivro : peut-il essayer de distinguer quels sont les facteurs agissants pour le futur ? Est-ce qu'on peut, vraisemblablement, penser à l'énergie ? Est-ce qu'on peut penser au souci d'espace vital ? Parce qu'après tout la démographie peut jouer aussi. Est-ce qu'on peut penser au problème climatique ? Est-ce qu'on peut penser à l'impact des nouvelles technologies ? Est-ce qu'on peut penser aux transmissions, au transport ? Est-ce qu'on peut penser, mais ça c'est

imprévisible, à la folie humaine ? Bref, est-ce qu'on peut essayer de résumer quels sont les vrais facteurs clivants qui peuvent avoir de l'importance pour l'avenir ?

Jean Ollivro

On pourrait être plusieurs à répondre, tout le monde a ses idées là-dessus. J'avais fait un bouquin sur la vitesse en me demandant pourquoi les gens sont aussi pressés mais j'ai réfléchi et je pense que c'était une erreur. En fait, une des clés fondamentales de l'évolution de nos sociétés, c'est l'énergie, et en plus on va passer de 7 à 10 milliards d'êtres humains. A la fois, une immense ouverture aux nouvelles technologies et simultanément cette société qui va se rétracter par la force des choses. J'ai l'impression que le poids des décideurs et des choix stratégiques n'a jamais été aussi fort : il faut vraiment avoir des visions de temps long à 15-20 ans.

Marc Andro (adjoint au maire de Quimper, conseiller communautaire de Quimper Communauté, vice-président délégué de Quimper Cornouaille Développement)



2 choses essentielles. La première, on est tous d'accord ici : le polycentrisme est une richesse. C'est une richesse à la fois en Bretagne et en Cornouaille.

Le rôle de Quimper Cornouaille Développement c'est, d'une part, de faire reconnaître la Cornouaille dans ce polycentrisme breton, par exemple en participant aux travaux sur l'armature urbaine en Bretagne. Sans la création de Quimper Cornouaille Développement on aurait été un peu à coté de cette réflexion. Et, d'autre part, faire vivre le débat sur le polycentrisme cornouillais. On est le seul Pays où il n'y a pas de ville centre qui domine complètement le reste de son territoire, elle ne pèse qu'un bon quart de la population. Donc, en Cornouaille, on est un peu plus que les autres obligés, et c'est une richesse, de travailler sur ce polycentrisme.

Les questions que je me pose, et je crois qu'on les retrouve aux 2 niveaux, c'est : polycentrisme et concentration. Est-ce qu'aujourd'hui on n'est pas en train de trop concentrer des financements publics sur certains pôles ? Je crois qu'il est de notre rôle de veiller à ce que les financements publics, par différentes modalités, ne se concentrent pas outre mesure. Vous pouvez très vite trouver des exemples, que ce soit à l'échelle bretonne ou de la Cornouaille. Deuxième chose essentielle, et c'est une interrogation à Daniel Delaveau, est-ce que l'économie de la connaissance doit être concentrée sur quelques pôles ? Sachant que nous, en Cornouaille, on a une économie productive très forte, avec un taux d'emploi industriel important et des activités agricoles, de pêche et touristiques qui s'y ajoutent, mais moins d'économie de la connaissance. Celle-ci se concentrerait sur quelques grandes métropoles, plus grandes en tout cas que ce qu'on a ici. Aussi il y a là une véritable inquiétude. Je sais qu'on ne va pas faire des universités partout, des centres de recherches partout, mais il faut qu'on reste présent dans ces enjeux-là et qu'il n'y ait pas finalement le pire des clivages qui serait que l'économie de la connaissance serait réservée à quelques pôles et que le reste du territoire serait chargé de l'économie productive.

Dernier point, un clin d'œil à Jean Ollivro. Ses provocations sont très intéressantes, je dis provocation car je vais en faire une petite : je trouve que vos lieux de réunions de Bretagne Prospective sont un peu trop métropolisés sur Rennes.

Daniel Delaveau

L'économie de la connaissance ça concerne tous les territoires. L'innovation concerne les petites PME dans nos territoires, ici et ailleurs, donc plutôt que l'économie de la connaissance, c'est la société de la connaissance.

En matière d'enseignement supérieur et de recherche, c'est une illusion de considérer qu'on va mettre des universités partout mais il n'est pas contradictoire de développer des pôles et des formations d'enseignement supérieur dans différents territoires avec une articulation, autant que faire se peut, avec les richesses productives locales.

Je prends l'exemple de la mer : il est évident que Brest a une vocation d'excellence et une capacité à fédérer dans ce domaine. Mais ça ne veut pas dire Brest tout seul : il y a aussi des choses sur la mer ailleurs, y compris à Rennes, à Nantes, etc. Donc je crois que c'est une question d'articulation. Mais c'est vrai qu'il y a aussi besoin d'une capacité de concentration et de travail en réseau à échelle internationale : les laboratoires et les chercheurs échangent entre eux à échelle mondiale. Et puis les choix ne dépendent pas que de nous. Comme le dit Bernard Poignant, les industriels, les entreprises choisissent en fonctions de critères qui leurs sont propres et notre rôle c'est la régulation. Par exemple, pour le centre de recherche de Technicolor qui s'est implanté à Rennes, le choix ne se faisait pas entre Rennes ou Quimper mais entre Rennes et Francfort.

Ces réalités existent et elles sont liées aux mutations du monde. Pour rejoindre le débat et les questions posées tout à l'heure, on voit qu'on est au cœur d'un problème politique, celui de la mondialisation, qui existe et qui d'ailleurs n'est pas à diaboliser en tant que telle parce que nos entreprises travaillent pour des territoires partout dans le monde ; on est dans l'interdépendance. La question politique c'est : comment on organise et régule cela en fonction des valeurs qui mettent l'homme et l'humanisme au cœur du débat et non pas simplement les valeurs financières.

Ce débat actuel n'est pas nouveau et je partage ce qui a été dit tout à l'heure sur les défis de demain, climatiques, énergétiques... et le fait qu'il faut que les politiques reprennent la main.

Sur les financements publics, là aussi c'est une question politique. Aujourd'hui il y a, de la part de l'état, volonté politique de gérer la pénurie financière, volonté d'une politique libérale de passer par le biais des appels à projets des « investissements d'avenir ». Tout ça remet le rôle du politique au cœur du sujet, entre l'articulation des enjeux locaux, nationaux et mondiaux.

Bernard Poignant

Je pense qu'en Bretagne, les décisions des infrastructures physiques des transports ont largement organisé l'implantation des habitants et des activités pendant des années. Quand il a été décidé que la Bretagne serait couverte par le chemin de fer, dès le milieu du 19^{ème} siècle, par 2 branches sur le littoral au lieu d'une branche centrale, les populations se sont plutôt mises autour des gares et l'on peut constater la différence de développement entre les villes ayant refusé le passage du train, par exemple Elliant, ou celles l'ayant accepté comme Rosporden. Dans les années 50 et 60, les entreprises voulaient être raccordées au rail et nous avons fait des ZA raccordables, qui amenaient activités et habitants. On a connu un phénomène identique avec les voies express : nous avons tous voulu l'échangeur sur le territoire de nos communes ; le plus bel exemple c'est Briec, ou Troyalach-St Evarzec.

Je prolonge ce que disait Gilbert Le Bris et la réponse que faisait Jean Ollivro. Je pense que, dans l'avenir, Internet et le numérique seront une grande révolution. Je ne sais pas comment mais forcément cela va avoir des implications. Je suis frappé de voir des gens qui travaillent chez eux et font un tas de trucs avec Internet. Ce n'est pas grand-chose aujourd'hui en nombre, évidemment pour eux c'est important, mais je me dis qu'il y a forcément du germe là-dedans.

Jean Ollivro

La modernité entrepreneuriale elle existe aussi dans le monde rural : on peut prendre l'exemple d'Yves Rocher à La Gacilly, donc attention aux poids des représentations. Dans le découpage en aires urbaines, qu'est-ce qu'on nous raconte ? La métropole c'est forcément performant, le rural isolé et profond ne le serait pas, alors qu'on sait qu'il y a plus d'associations et de solidarité dans le monde rural que dans le monde urbain et surtout périurbain où il y en a vraiment très peu. En temps de crise économique, l'espace rural c'est l'espace des ressources fondamentales, se nourrir, se chauffer.

Daniel Le Bigot (adjoint au maire de Quimper, conseiller communautaire de Quimper Communauté)



Dans les exposés on a évoqué le vieillissement comme d'une espèce de tare pour le territoire. D'abord, je trouve que c'est ce qu'on peut nous souhaiter de mieux (de vieillir dans de bonnes conditions et sur notre territoire) sans compter que c'est une forme d'économie de redistribution. Donc attention à ne pas faire de cette question simplement un point noir.

Deuxième remarque, je partage ce qu'a dit Jean Ollivro : dans les années à venir c'est l'énergie qui sera l'élément structurant de développement des sociétés, beaucoup plus que tout ce qu'on a pu connaître jusqu'à présent. Il y a une véritable conscience aujourd'hui de la limite de nos capacités en matière d'énergie.

Enfin une question, Bernard Poignant l'a évoqué également, je trouve qu'on a peu parlé de cet avènement de la télécommunication et de tout ce qui va changer : comment, en l'espace de 5-10 ans, Internet a modifié nos comportements mais surtout celui de nos jeunes ? Comment sera le monde de demain avec cette capacité à communiquer partout dans le monde en instantané ? Comment l'immédiateté de l'information va formater le monde alors que jusqu'à présent c'étaient les voies ferrées et les voies express qui faisaient la communication ?

Jean Ollivro

Il y a quand même des défis liés au vieillissement : j'ai travaillé avec la fondation de France sur ce sujet, on est dans une situation de très grande fragilité de la redistribution notamment avec le régime des retraites. Permettre aux jeunes de vivre et travailler au pays, c'est très important.

Je vous rejoins, par contre, sur le rôle déterminant des nouvelles technologies et sur les liens entre les usages des jeunes et les territoires. Leur usage est mondial bien sûr mais c'est aussi un usage pour plus de performance dans le territoire de proximité avec des logiques par exemple de groupage de déplacements. Pour limiter les allers-retours on va faire 4-5 activités dans la même journée en allant à Rennes par exemple.

Jacques Villemin (consultant à Plouhinec)



Par rapport à ce qui a été présenté tout à l'heure à la fois par Luc Mallet et Jean Ollivro, ma question est assez pratique, et on n'est pas obligé d'y répondre aujourd'hui, mais je pense qu'elle pose un certain nombre d'éléments du débat pour demain. Comment faire coopérer ces petites entités, ces petites villes de Cornouaille ? Comment intéresser, par exemple Quimperlé, Douarnenez ou Pont-l'Abbé à un projet ou à des projets communs ? Et du coup, au-delà de la méthode et des moyens, sur quels contenus faisons-nous travailler ces petites collectivités ? Je pense qu'en posant le problème comme ça, c'est re-poser, peut-être de manière un peu différente, la thématique du projet sur un territoire et dans le lien avec la ville centre.

Jean-Paul Le Pann (maire de Briec de l'Odét, président de la communauté de communes du Pays Glazik)



L'exposé de M. Ollivro est brillant et pertinent mais sur les conclusions qu'on peut en tirer pour l'avenir, c'est un jeu beaucoup plus difficile.

Ma remarque porte sur l'objet du 4^e rendez-vous de la Cornouaille : a-t-on assez mis l'accent sur toutes les petites villes de Cornouaille ? Il est important de développer l'ensemble des services sur l'ensemble du territoire, services publics et aussi privés, c'est à dire les commerces.

La concentration des services sur la ville centre est traditionnelle et ici, en Cornouaille, on a essayé de développer depuis longtemps déjà les services dans les villes moyennes. Si on pense en termes d'économie de déplacements pour l'avenir, avec le postulat d'une énergie plus rare et plus chère, c'est extrêmement important pour le lien social, pour la vie en commun. Il faut que, sur nos petites villes, on ait la capacité de rassembler les gens, de leur apporter ce lien commun

à la fois en terme de consommation mais aussi de culture. Je crois que le Pays de Cornouaille est un niveau pertinent pour réfléchir et c'est dommage qu'il n'ait pas d'avenir comme entité de réflexion.



Table ronde : quelles problématiques pour les SCoT ?

Anne Tréguer

On va à présent zoomer sur les 5 SCoT de Cornouaille, dont certains en train de se mettre en place, et commencer par Alain Le Quellec, maire de Quéménéven, vice-président de la commission aménagement du SCoT du pays de Châteaulin et du Porzay. Comment envisagez-vous l'avenir urbain de votre territoire qui est essentiellement rural ? Et je pense qu'il y a des choses que Jean Ollivro a dit tout à l'heure sur lesquelles vous allez vouloir revenir et rebondir.



De gauche à droite : Daniel Le Bigot, Alain Le Quellec, Jos Le Gall, Gilda Le Gall, Jean-Claude Sacré

Alain Le Quellec (maire de Quéménéven, vice-président de la commission aménagement du SCoT du pays de Châteaulin et du Porzay)

Je ne sais pas si tout le monde considère que Jean Ollivro fait de la provocation. Moi, pas du tout.

Je voudrais revenir sur 2 points. Je crois que l'avenir des communes rurales, c'est l'urbain et je peux rebondir sur ce que vient de dire Jean-Paul Le Pann : il faut que dans chaque petit bourg et jusqu'aux bourgs ruraux, c'est encore de l'armature urbaine, on arrive à recréer une structure qui offre un certain nombre de services, tout l'ensemble des services. C'est la condition du maintien de la population à tous les niveaux, jusque sur les territoires ruraux. Il y a plusieurs maires ruraux qui sont là et je pense qu'ils ne seront pas d'un avis contraire.

La deuxième chose sur laquelle je veux insister, et ça renvoie directement à ce que dit Jean Ollivro, c'est que l'avenir des villes, c'est leur lien avec la ruralité notamment en matière d'alimentaire et d'énergie. Je voudrais inviter Quimper Cornouaille Développement à y réfléchir. Je suis agriculteur et ça me passionne de comprendre ce lien parce qu'on demande aujourd'hui à l'agriculture d'évoluer vers des pratiques plus respectueuses, ce qui est tout à fait logique, mais le problème c'est que cette évolution est très complexe à penser. On est en permanence dans le grand écart entre exigence libérale des élites françaises et européennes et des contraintes environnementales maximales. Aujourd'hui, si vous prenez les chiffres de l'emploi issus de l'agriculture, c'est une chute perpétuelle. Il y a là vraiment un enjeu, et quand Jean Ollivro parle de ceinture énergétique autour des villes, ce n'est pas de l'utopie. Je pense qu'il faut qu'on réfléchisse à la filière bois, à la méthanisation. Ce sont des choses qui sont, à la fois, passionnantes à penser et complexes à mettre en place. C'est pour ça qu'il faut qu'il y ait ce lien, cette complémentarité dans tout ce réseau des villes. La connaissance évidemment, la volonté politique évidemment.

Anne Tréguer

Quand on a préparé ensemble cet après-midi vous m'avez dit aussi : « on n'a pas l'intention sur notre territoire d'être un terrain de jeu de la ville de Quimper et du pays de Quimper ». C'était un petit peu provocateur...

Alain Le Quellec

Là c'est moi qui faisais un peu de provocation. C'est vrai que, dans le Porzay, avec toutes les contraintes environnementales, la loi littoral... on a parfois un petit peu le sentiment, comme on est au milieu, d'être le terrain de jeu de Brest et Quimper. Mais je ne veux pas opposer, au contraire je veux qu'on travaille ensemble. Le risque c'est de vouloir maintenir le territoire rural -je vais un petit peu exagérer- au 19^e siècle et en termes de soutien

public, de politiques publiques, aujourd'hui, ce risque existe réellement. En discutant et en créant ce lien entre villes et territoires ruraux, j'espère qu'on va l'éviter.

Anne Tréguer

Gilda Le Gall, vous êtes adjointe au maire de Mellac, vice-présidente de la communauté de communes du pays de Quimperlé en charge de l'habitat. Vous avez un territoire tourné vers le Morbihan, vers le pays de Lorient mais ancré administrativement dans le Finistère. Alors comment on fait ? Est-ce que c'est toujours facile ?

Gilda Le Gall (adjointe au maire de Mellac, vice-présidente de la communauté de communes du pays de Quimperlé en charge de l'habitat)

Non ce n'est pas facile. Après, c'est une question de volonté des élus. Nous avons un SCoT qui, contrairement à ceux des collègues, est exécutoire depuis 2 ans. Lors de son élaboration nous avons mis en place un dialogue participatif et tous nous ont dit : on ne veut pas être dans l'attractivité totale de Lorient, il faut faire un territoire avec une ville centre, qu'il va falloir activer, mais aussi des pôles secondaires qu'il faut défendre.

J'ai noté dans le rapport de Luc Mallet qu'on constate que le pôle secondaire de Bannalec se développe bien avec des choses qu'on a déjà mises en place. Bien sûr la densification, mais aussi, par exemple, la gare. Notre territoire est traversé par la voie express et la voie ferrée. Actuellement, on est à 17 arrêts par jour à Quimperlé et autant sur Bannalec. Voilà des choses qui vont actionner notre territoire, faire en sorte qu'il devienne actif, riche, dense, attractif. Si je prends les termes de notre SCoT, c'est l'autonomie par rapport à Lorient mais en étant très attractif.

Développer aussi un tourisme de caractère, imaginer des choses sur la côte (3 communes côtières) mais faire en sorte d'avoir des passerelles vers le rural, vers l'intérieur de notre communauté. Imaginer toutes ces structures de façon à être autonome mais, bien entendu, notre bassin d'emploi penche vers Lorient ; il faut faire avec. C'est aussi parce que le territoire de l'agglomération de Lorient est très dense et n'a plus de capacité d'accueil suffisante que la population vient sur notre territoire. Il faut donc lui offrir, non seulement de l'habitat, mais aussi des services, de la vie, de la culture, des équipements sportifs... Tout cela, on le met en place progressivement.

Anne Tréguer

Daniel Le Bigot, peut-être une réponse à ce que disait tout à l'heure Alain Le Quellec : on n'a pas envie de devenir un terrain de jeu pour le pays de Quimper.

Daniel Le Bigot (adjoint au maire de Quimper, conseiller communautaire de Quimper Communauté délégué au Symescoto⁸)

La ville de Quimper n'a pas la prétention de créer des terrains de jeu dans sa périphérie.

Attention, quand on dit la ville de Quimper, on a l'impression d'une espèce d'entité différente du reste, or la ville n'existe que parce qu'il y a des habitants, qui sont des quimpérois pure souche pour un certain nombre mais aussi pour une bonne partie d'entre eux, des habitants issus de Quéménéven, de Plogonnec et d'ailleurs.

Il n'y a pas d'antagonisme entre la ville et sa proximité. Je rappelle que Quimper c'est 8 500 hectares, une ville étendue, qui compte 85 ou 90 exploitations agricoles. En termes de commune agricole, Quimper a les mêmes préoccupations qu'un certain nombre de communes qui nous parlent. Nous sommes nous aussi confrontés par la diversité des élus, par la diversité de la population, à cette diversité de questions.

En plus, je crois qu'une ville comme Quimper a, en Cornouaille, du fait de cette densité de population, une responsabilité particulière, celle d'accueillir des équipements qui ne seront pas ailleurs. La gare, qui a vocation à rayonner non pas sur la ville de Quimper mais sur l'ensemble de la Cornouaille, et de plus en plus. Je crois qu'on n'échappera pas aux trains rapides et, si on veut mettre la Cornouaille à 3h de Paris, les trains seront directs, ils ne s'arrêteront pas partout. Ils devront être complétés par des trains qui feront la navette entre nos différentes collectivités.

On vient d'évoquer la gare, les facs c'est pareil. Il n'y aura pas des facs partout. On a parlé de cette économie de la connaissance, on aura besoin à ce titre d'avoir un rassemblement. Même chose au niveau commercial : aujourd'hui c'est comme ça, 80% du chiffre d'affaires commercial se fait sur 20% de surface et l'essentiel du commerce –je ne parle pas du e-commerce qui va encore modifier les choses- se fait en périphérie. On peut dire que ça va bouger et j'espère que ça bougera, que les centres des polarités vivront mieux leur commerce mais aujourd'hui on est là-dessus.

Donc c'est vrai qu'on a un rôle moteur pour que l'ensemble de la Cornouaille vive mais ce n'est pas un rôle d'écrasement du reste du territoire. La responsabilité d'une ville comme Quimper c'est aussi d'accueillir un certain

⁸ Syndicat Mixte pour l'Elaboration du SCoT de l'Odet

nombre de services centraux. Je crois qu'il ne faut pas opposer la campagne à l'espace urbain, ils ont tous deux besoin l'un de l'autre. Ce qui me paraît important c'est la diversité, la diversité qui fait qu'on ne trouve pas la même chose au même endroit et que chaque individu a besoin à différents moments de sa vie de telle ou telle chose. A un moment il les retrouvera dans le centre ville de Quimper et le lendemain à Quéménéven ou ailleurs.

Anne Tréguer

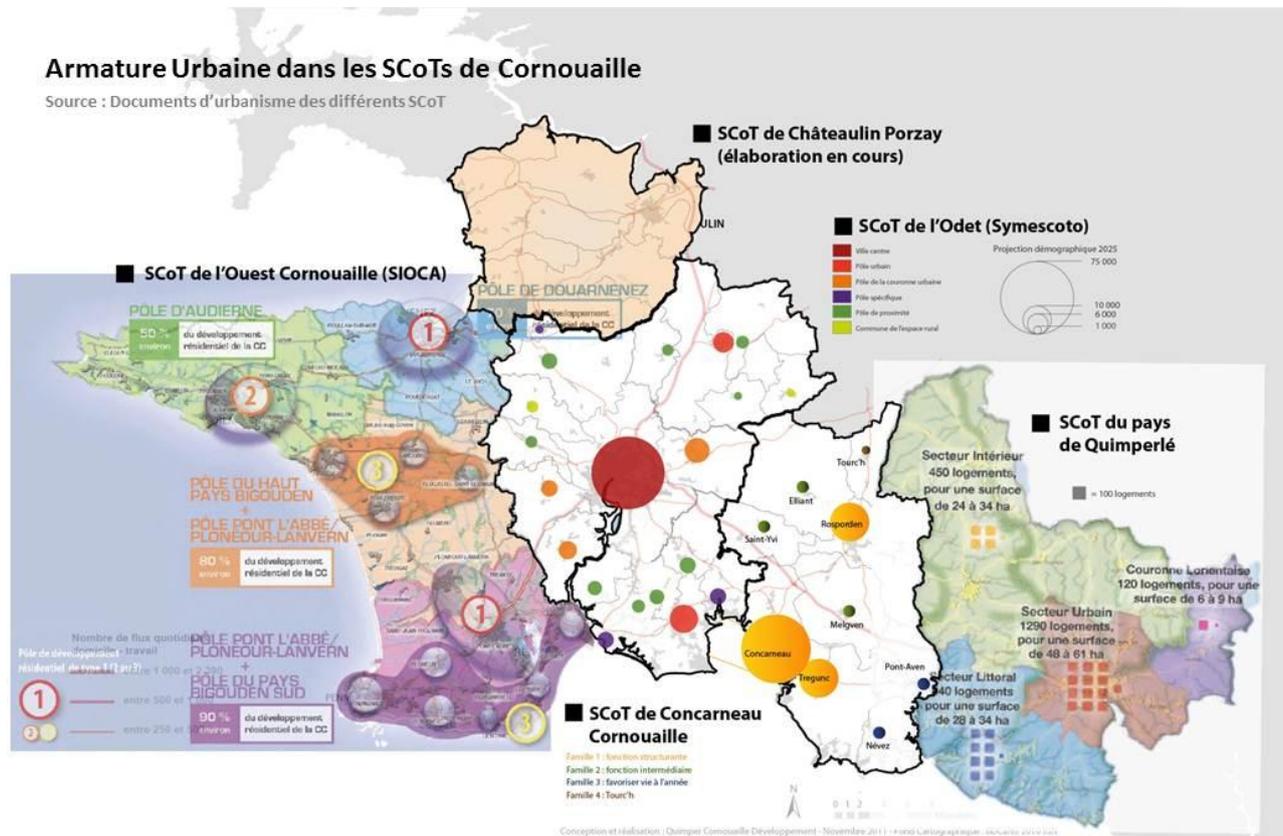
Jos Le Gall, vous êtes le premier adjoint au maire de Douarnenez en charge de l'urbanisme et président du Syndicat Intercommunautaire Ouest Cornouaille Aménagement. Vous avez plusieurs pôles urbains sur votre territoire : Pont-l'Abbé, Douarnenez, Audierne, ... L'organisation des déplacements n'est pas facile à mettre en œuvre. On n'a pas tous la même échelle et pas tous la même vision de l'échelle. Pour vous tout ça ne doit pas forcément s'opposer : il faut être en complément les uns des autres et pouvoir travailler les uns avec les autres.

Jos Le Gall (premier adjoint au maire de Douarnenez en charge de l'urbanisme, président du Syndicat Intercommunautaire Ouest Cornouaille Aménagement)

Il y a une carte de Jean Ollivro qui m'a beaucoup plu. C'est la carte où l'ouest était représenté vers le bas et on voyait que la Cornouaille était au centre du monde, ce qui est intéressant pour nous qui sommes vraiment au bout du bout. On parle beaucoup de périphéricité et, même si on est périphérique par rapport à quelque chose, on est aussi au centre par rapport à autre chose.

Nous avons aussi parlé du transport et c'est vrai que nos industries sont un peu excentrées par rapport à la voie express. Nous étions à leur écoute et nous nous sommes rendu compte qu'elles avaient besoin d'un coup de pouce pour s'organiser. Parce que des entreprises qui sont concurrentes ne peuvent pas échanger des informations pour monter quelque chose entre elles, nous avons financé une étude, soutenue par le Pays de Cornouaille, pour mettre tout ça en commun et faire partir le train du transport. Par notre organisation, on a agi plutôt que de subi.

C'est vrai que nos communes sont différentes. Elles se sont constituées par l'histoire et la ville de Douarnenez ne s'est pas constituée de la même façon que la ville de Quimper ou de Pont-l'Abbé. Douarnenez s'est développée au 18^e-19^e avec l'essor de la pêche et les usines se sont construites à l'intérieur de la ville, ce qui nous laisse 2 siècles après des « verrues » qui nous obligent à travailler et concevoir l'espace urbain d'une façon complètement différente.



Anne Tréguer

Merci Jos Le Gall. Jean-Claude Sacré, vous êtes le président de la 4C qui va passer en communauté d'agglomération le 1^{er} janvier 2012. Vous êtes en train d'élaborer un SCoT : comment allez-vous intégrer l'armature urbaine de votre territoire ? Ce n'est pas facile ?

Jean-Claude Sacré (maire de Trégunc, président de la communauté de Concarneau Cornouaille)

Intégrer l'armature urbaine, ce n'est pas facile parce que notre territoire est marqué par un certain nombre de différenciations.

Tout d'abord une différenciation nord/sud. Une partie sud attirée par le littoral avec les avantages et inconvénients qui en résultent, territoire où les activités économiques importantes sont marquées par tout ce qui est maritime. Mais nous avons aussi un territoire qui vieillit. J'ai bien entendu tout à l'heure Daniel Le Bigot qui ne voulait pas considérer le vieillissement comme une tare. Mais si, effectivement, les anciens participent à une économie de redistribution, le fait qu'ils soient venus sur le littoral occuper pour leur retraite des résidences secondaires construites du temps de leur activité, conduit à une augmentation très importante du foncier. Les jeunes, qui souhaitent vivre au pays, ne peuvent plus aujourd'hui habiter sur notre littoral, ce qui les amène vers la partie nord de notre territoire qui, du coup, retrouve un dynamisme démographique plus fort que les parties sud.

Seconde caractéristique de notre territoire, la différenciation est/ouest. Les communes à l'ouest sont dans l'attractivité de Quimper. C'est le cas des communes d'Elliant et St Yvi qui sont un peu des communes résidentielles, pour utiliser un terme plus optimiste que celui de banlieue, avec des déplacements importants entre le domicile et la ville de Quimper où se trouve le travail.

Un territoire également où les déplacements se font essentiellement d'est en ouest avec cette voie ferrée dont on a parlé à plusieurs reprises. Ces déplacements sont complétés par un réseau interne qui essaye de faire du rabattement des communes du nord et du sud vers ces voies centrales.

Il s'agit pour nous d'essayer de compenser un petit peu ces atouts et ces inconvénients, ce que nous avons fait en classant nos communes en différentes familles. Tout d'abord les familles avec des fonctions structurantes, à savoir essentiellement Concarneau, qui se trouve décentrée sur notre territoire, en un pôle Concarneau Trégunc. Un pôle secondaire, au centre de la partie nord du territoire, Rosporden. Ensuite des villes, qu'on appellera communes périurbaines, pour lesquelles on souhaite trouver un équilibre entre des fonctions résidentielles, la nécessité de maintenir une économie agricole, qui est toujours présente, et une vie par des commerces et des services de proximité. J'ajouterai que nous souhaitons préserver, dans les communes littorales, une vie à l'année en développant et diversifiant les fonctions de ces bourgs.

Anne Tréguer

Merci Jean-Claude Sacré.

Nous arrivons maintenant au terme de l'après-midi et je vous remercie tous pour vos interventions. L'après-midi a été riche en réflexions, en informations à mûrir et à réfléchir. Merci tout particulièrement à Daniel Delaveau et Jean Ollivro d'avoir fait le déplacement.

Je voulais, avant de laisser le mot de la fin à Bernard Poignant, souligner le travail de l'ombre de l'agence Quimper Cornouaille Développement. Tout particulièrement son directeur, Ronan Marcel, Luc Mallet, Emmanuelle Hervé et l'équipe de jeunes qui ont organisé cette journée.

Conclusion de Bernard Poignant

Pour ceux qui l'ignoraient, on a parlé de la Cornouaille tout l'après-midi mais on nous l'a écornée au fil de l'histoire. Il ne faut pas oublier qu'à l'origine c'est le plus vaste des évêchés de Bretagne. La création des départements nous en a enlevé des morceaux. Le pont Albert Louppe, dans les années 30, nous a fait perdre Plougastel-Daoulas. La marine nationale au début de la 5^e république, en installant les commandos à Roscanvel et Lanvéoc, nous a fait perdre la presqu'île de Crozon. Finalement, la Cornouaille est devenue l'arrondissement de Quimper et un morceau de celui de Châteaulin.

Deuxième chose : pour concrétiser nos échanges, et là c'est plus sérieux, je pense que les discussions sur le contrat de pays entre le conseil régional et chacun des Pays de Bretagne -pour la Cornouaille, c'est Michel Canévet qui pilote- ou le contrat de projets entre l'état et le conseil régional seront l'occasion d'illustrer notre attachement à notre équilibre urbain.

En attendant, je vous donne rendez-vous l'année prochaine, en novembre ou décembre, pour le 5^e rendez-vous de la Cornouaille avec ce sujet qu'on a déjà un peu évoqué aujourd'hui : la Cornouaille et son industrie à travers le monde.



Annexes

Annexe 1 : Les invités au séminaire de juillet

Jacques BEAUCHARD, sociologue, professeur à l'université Paris 12-Val-de-Marne.

Nadine CATTAN, géographe, directrice de recherche au CNRS et directrice de l'UMR Géographie-cités.

Stéphane CORDOBES, conseiller auprès du délégué de la Datar, responsable du service « prospective & études ».

Gérard-François DUMONT, professeur à l'Université de Paris IV-Sorbonne, Institut de Géographie. Directeur de la revue Population & Avenir.

Alain EVEN, docteur en Economie du développement, Président du Conseil économique, social et environnemental de Bretagne et Président de l'Assemblée « CESER de France »

Bernard FRITSCH, professeur d'aménagement de l'espace et d'urbanisme à l'Université de Nantes.

Olivier LEON, directeur des études INSEE Bretagne

Christian LE BART, professeur en science politique, directeur du Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (CRAPE) et enseignant à Sciences Po Rennes.

Jean OLLIVRO, géographe, professeur à l'Université de Rennes II et à l'Institut d'études politiques de Rennes. Président de Bretagne Prospective.

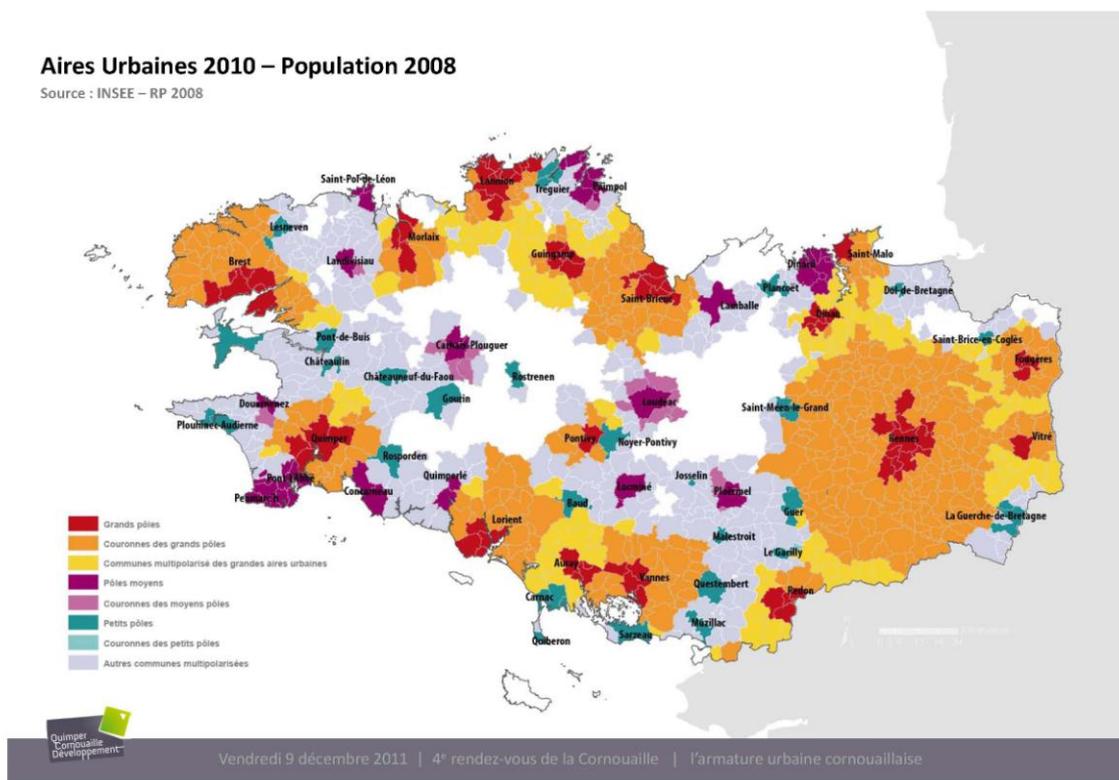
Yvan PELLE, directeur des études et de la Recherche et Développement à Ressources Consultant Finances.

Josselin TALLEC, doctorant, allocataire de recherche en géographie – aménagement du territoire, Université de Toulouse 2 – le Mirail.

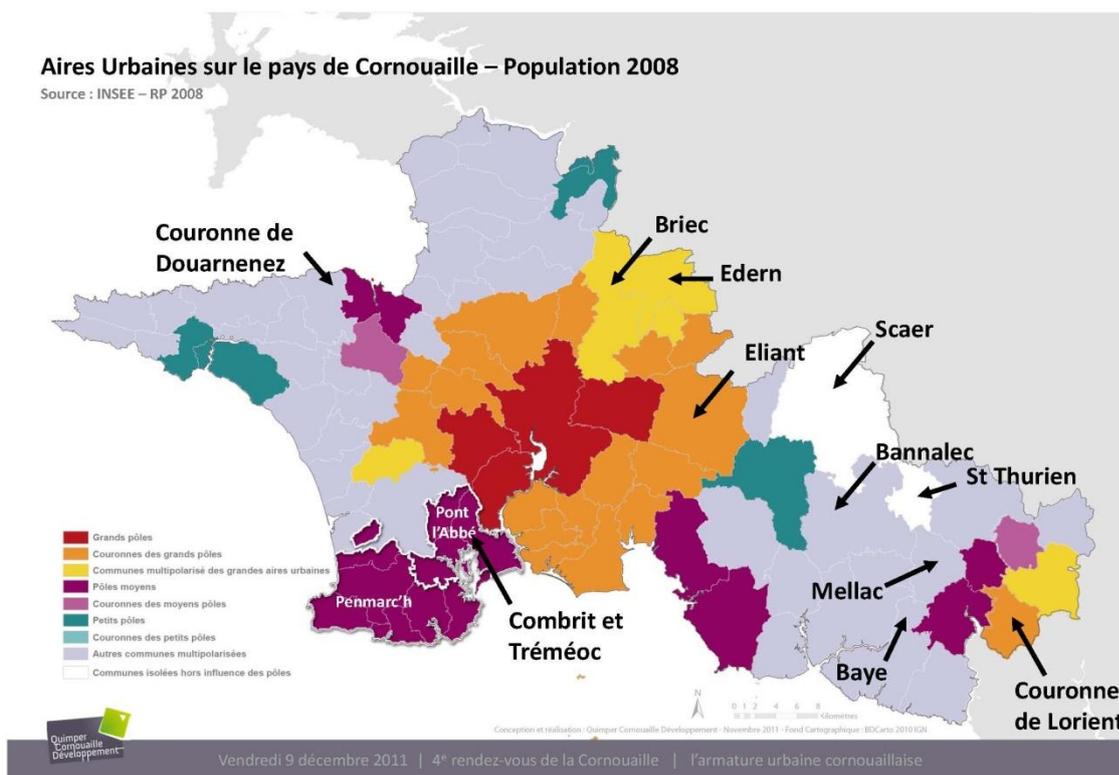


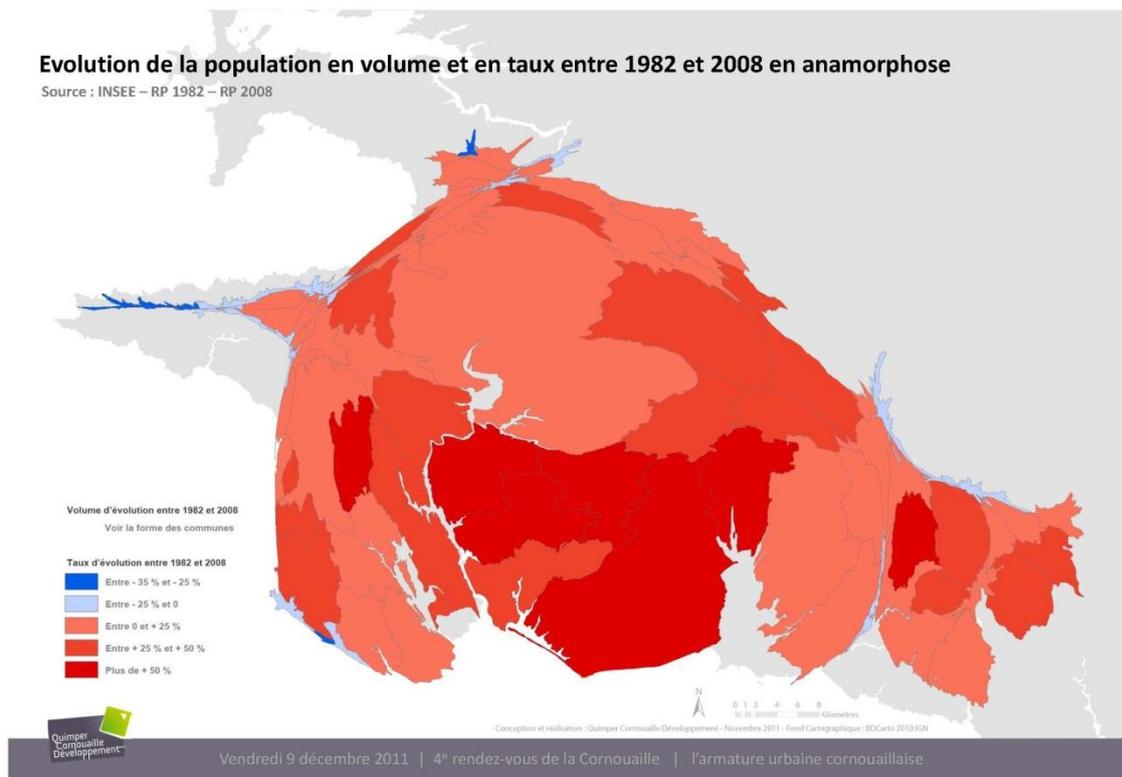
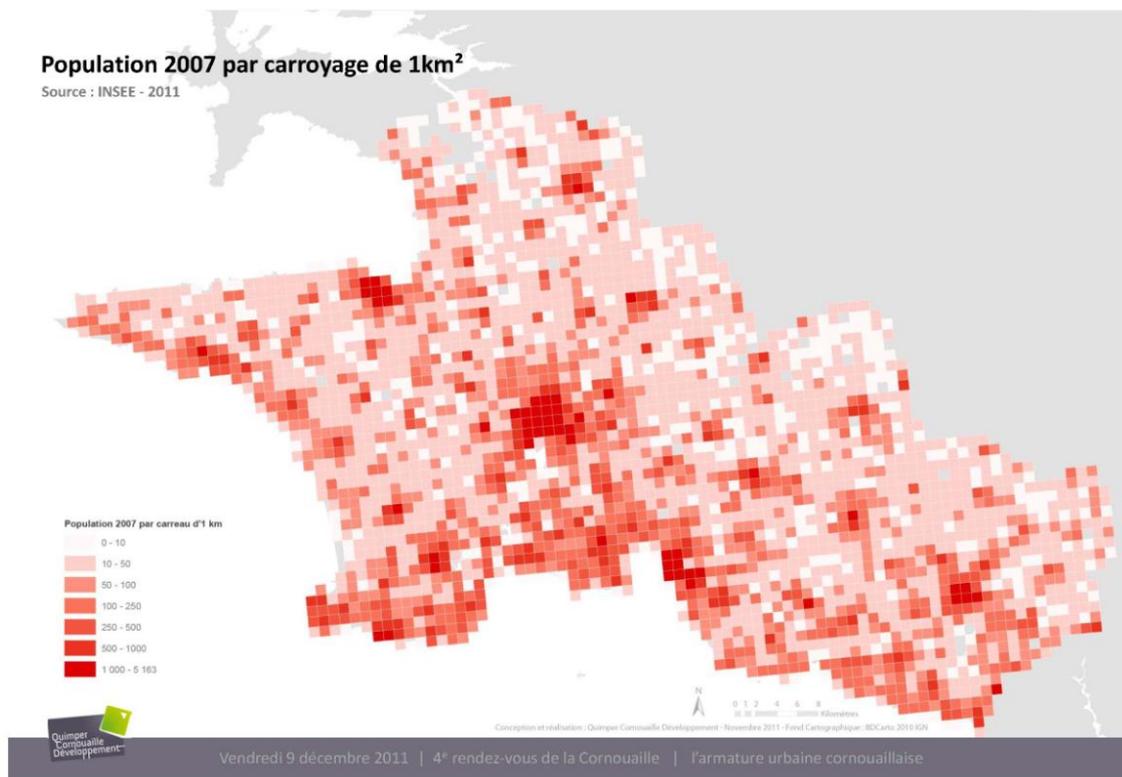
Annexe 2 : cartes de la présentation de Luc Mallet, directeur d'étude urbanisme à Quimper Cornouaille Développement

Carte n°1



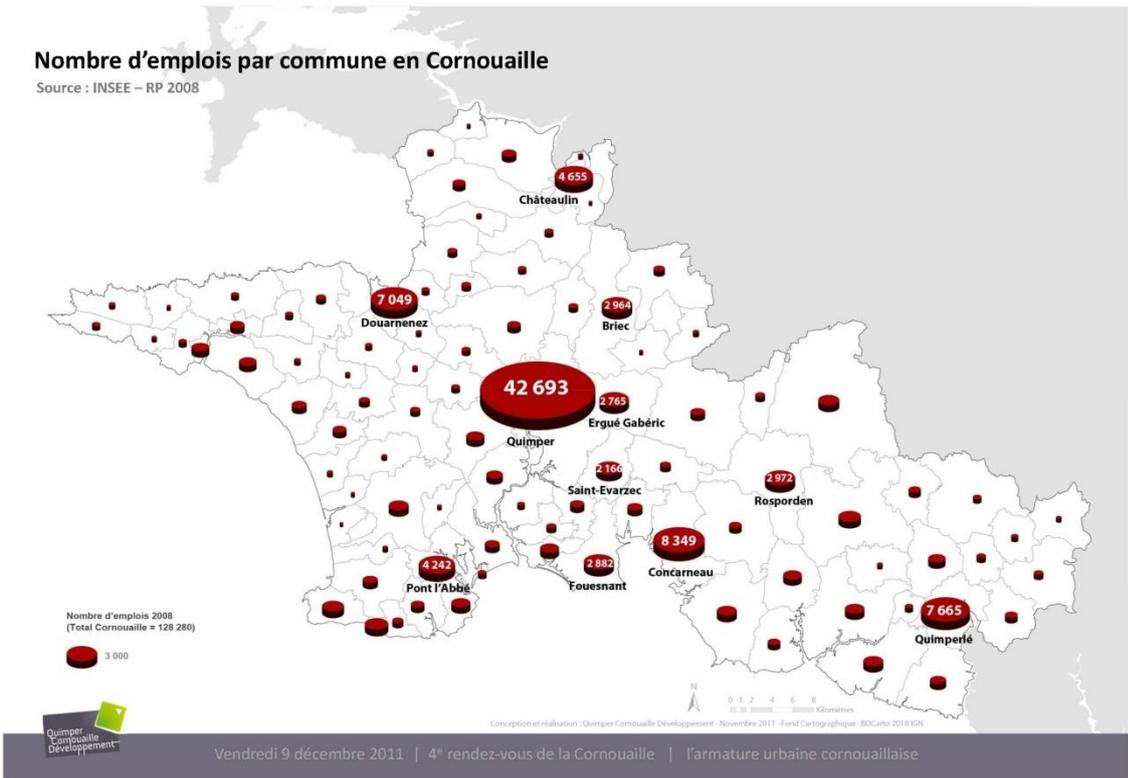
Carte n°2



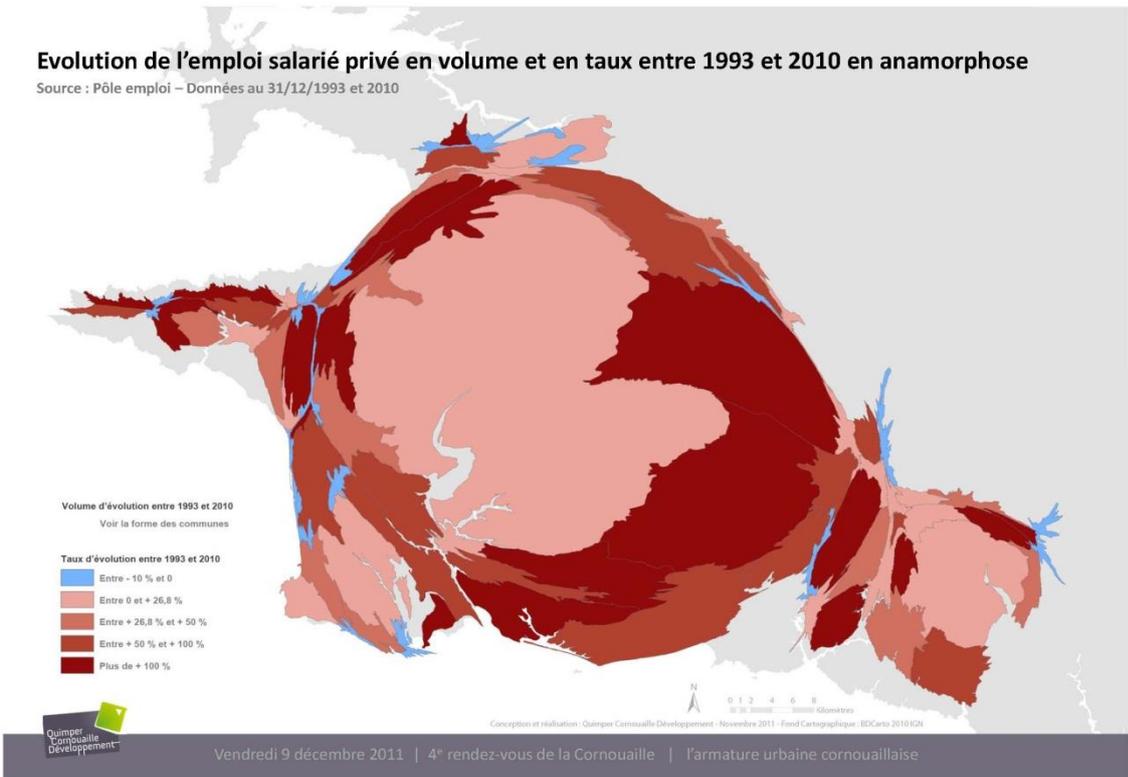


⁹ L'anamorphose est une carte dans laquelle les surfaces originales sont étendues ou contractées pour représenter un attribut des surfaces originales. Les superficies sont altérées, souvent de manière importante, parfois au point de ne plus reconnaître la forme des surfaces originales.

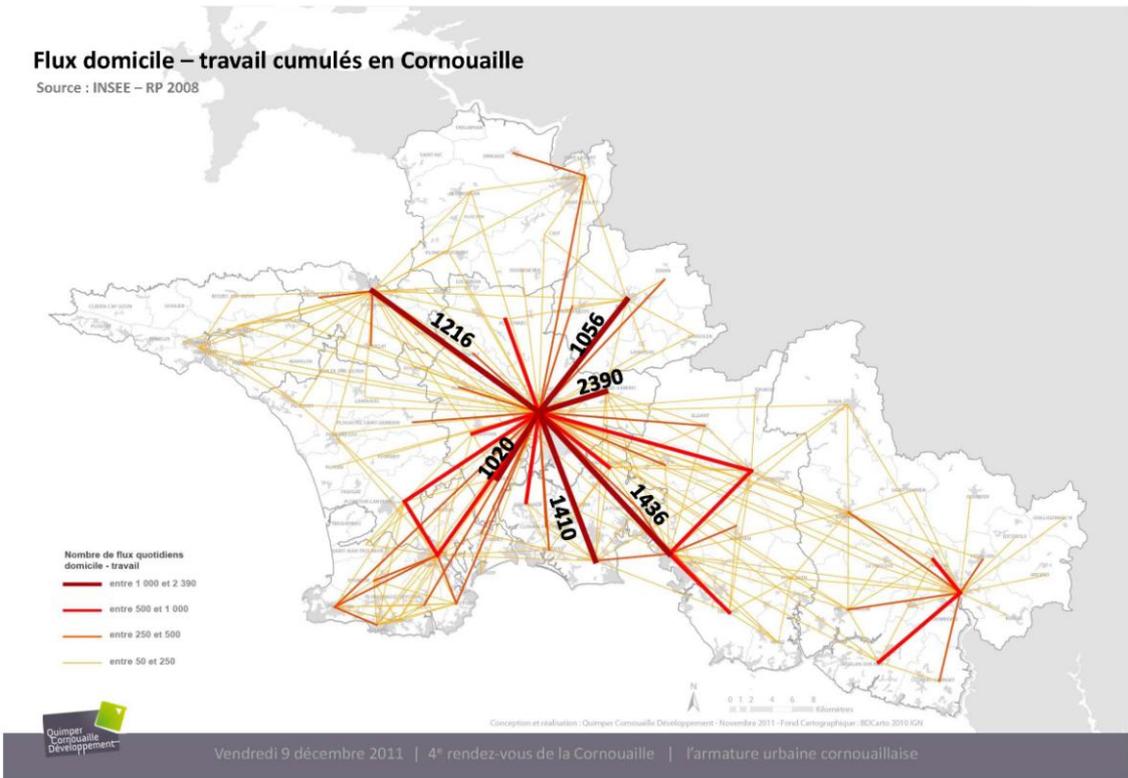
Carte n°5



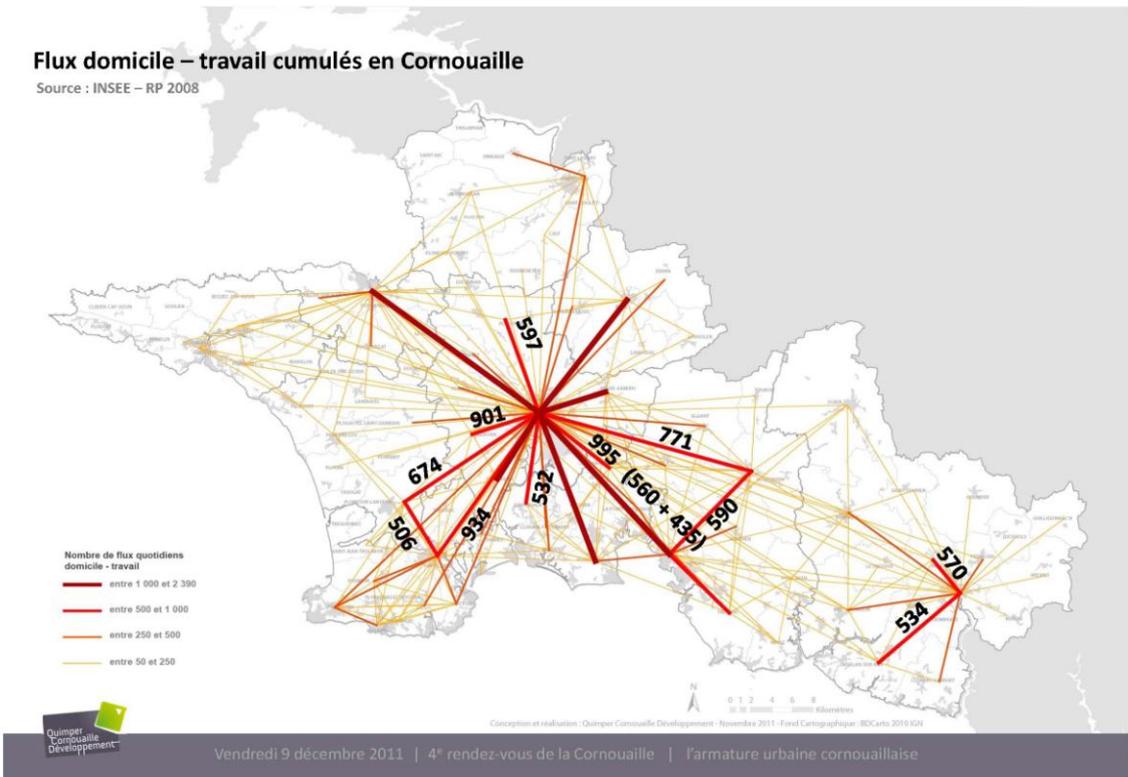
Carte n°6



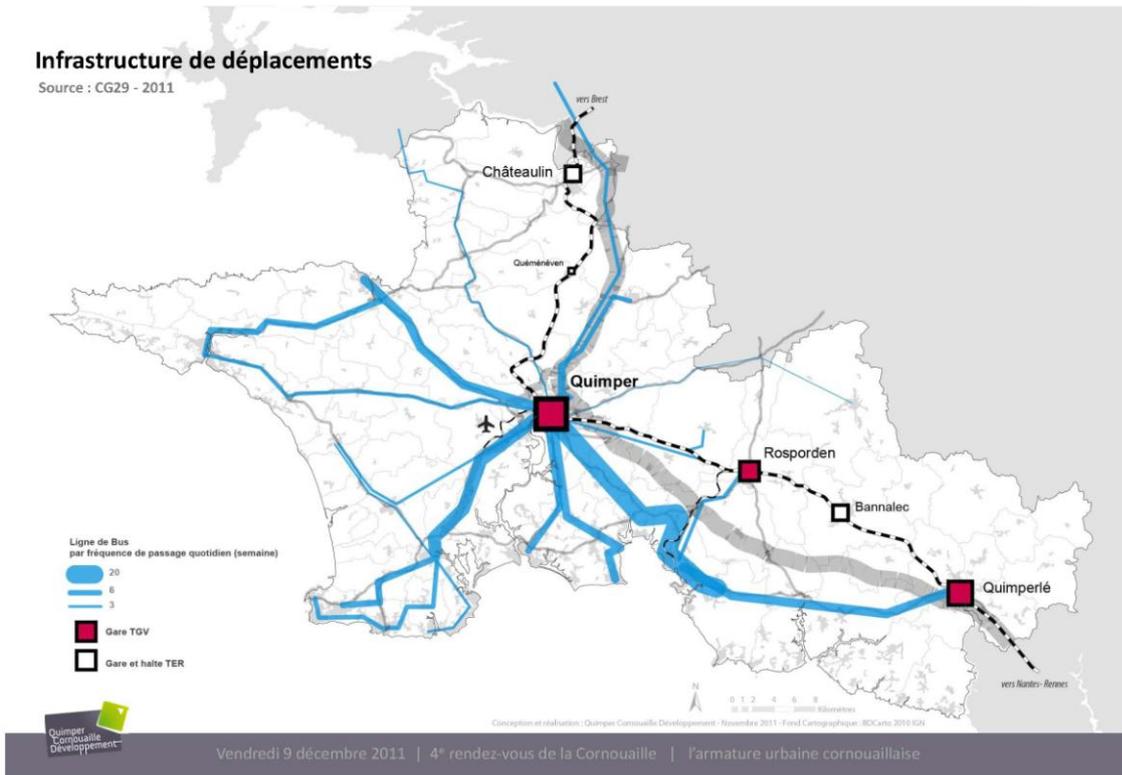
Carte n°7



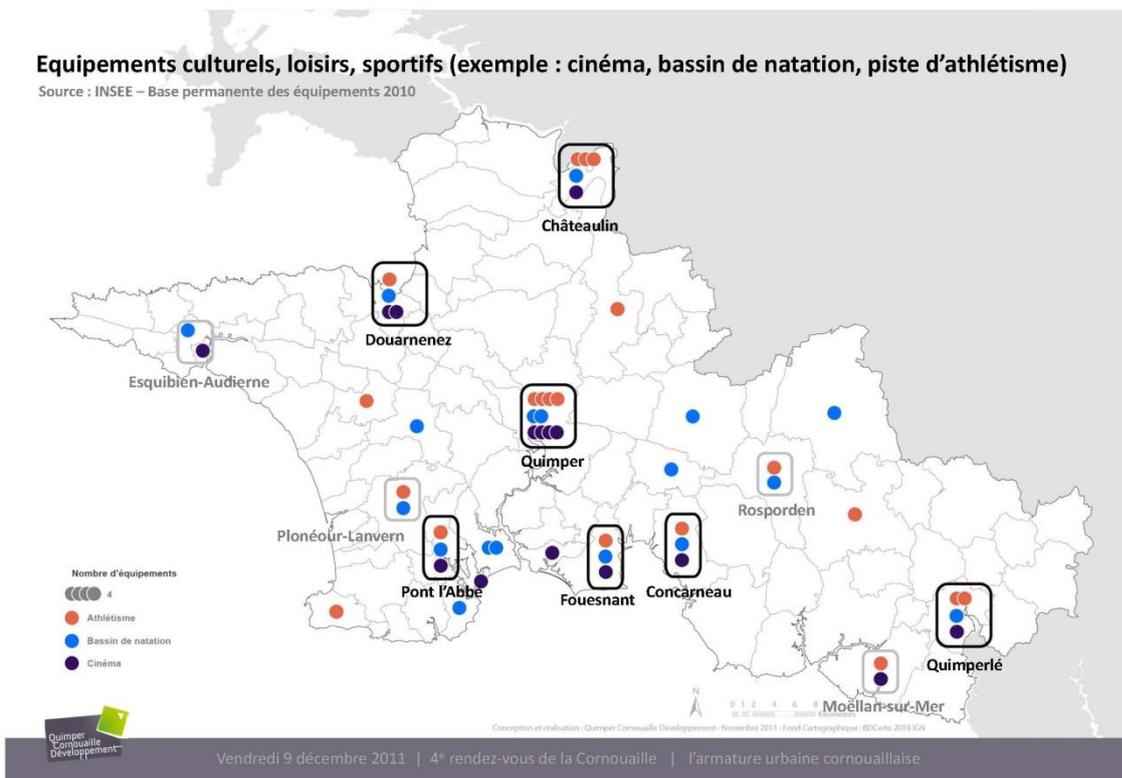
Carte n°8



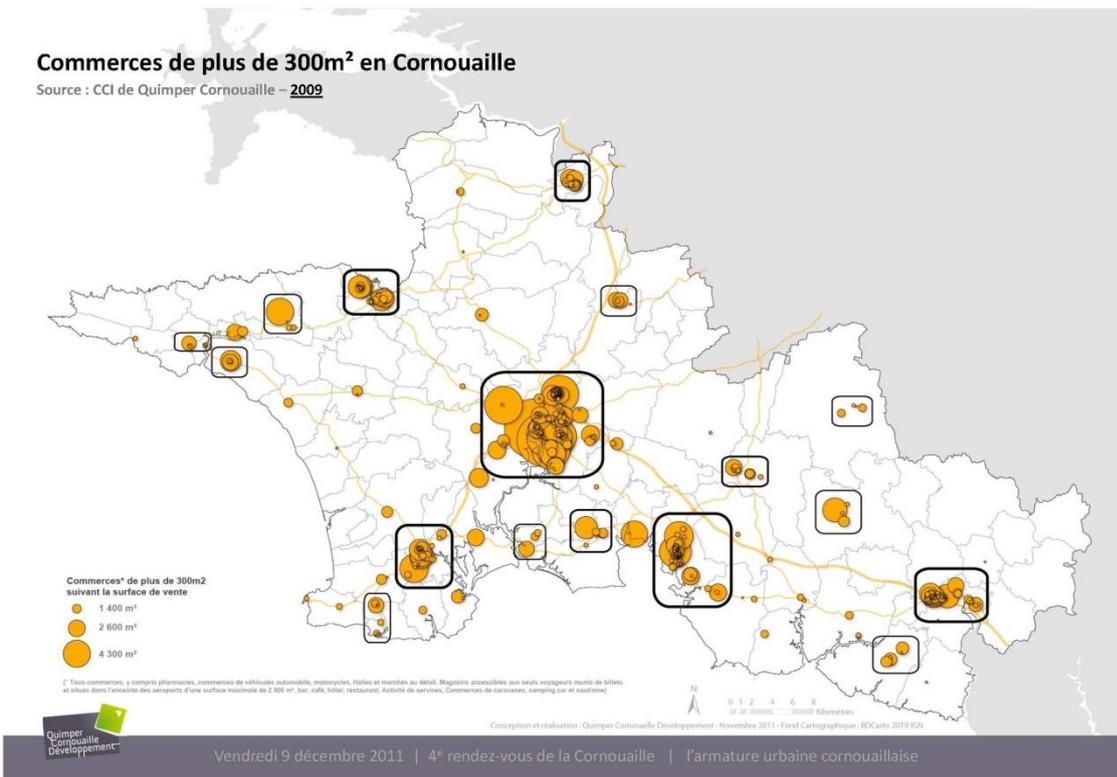
Carte n°9



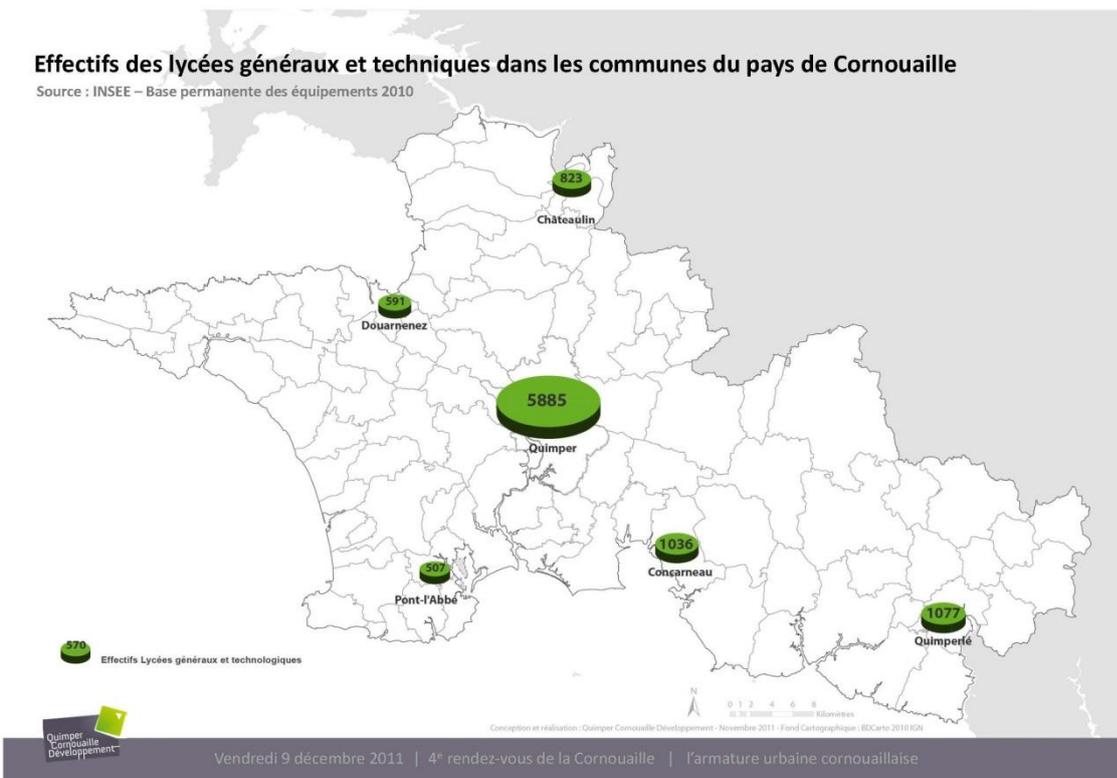
Carte n°10

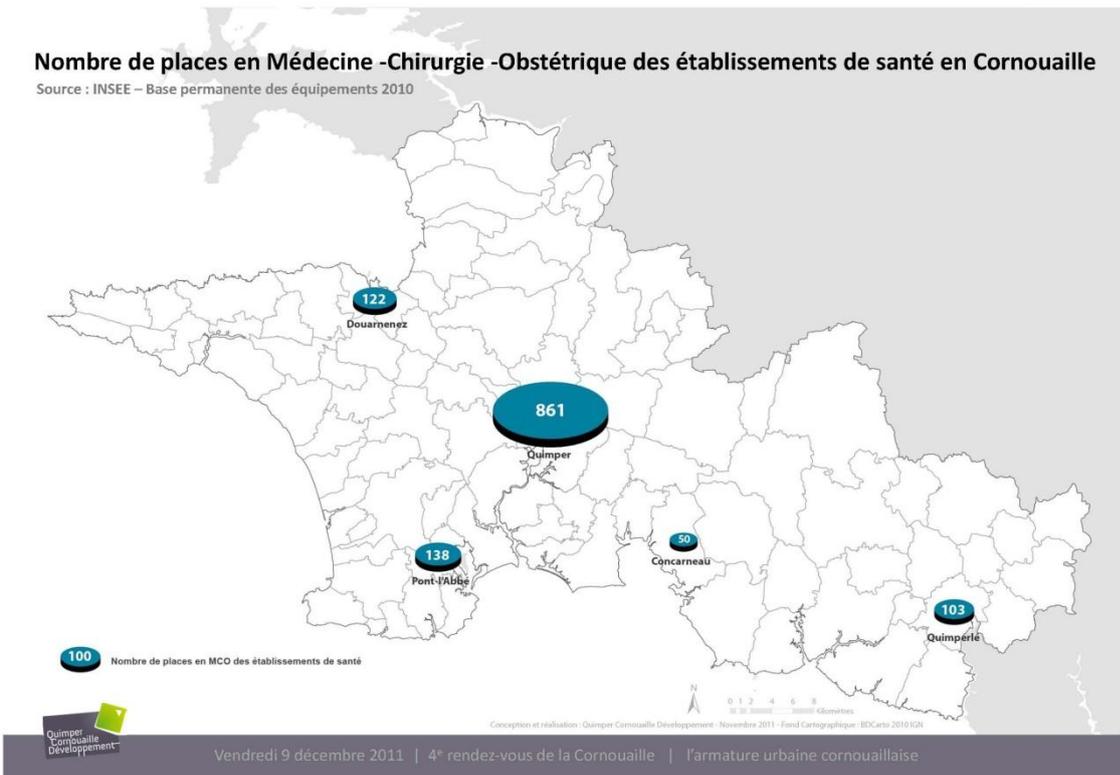
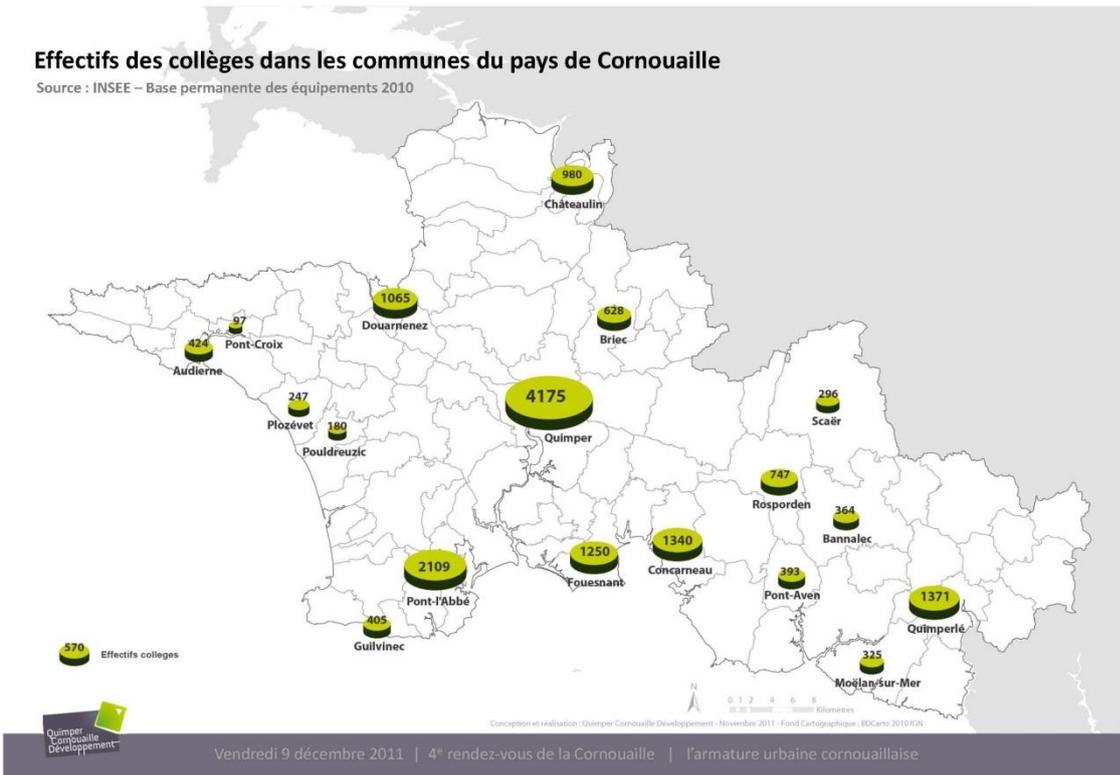


Carte n°11



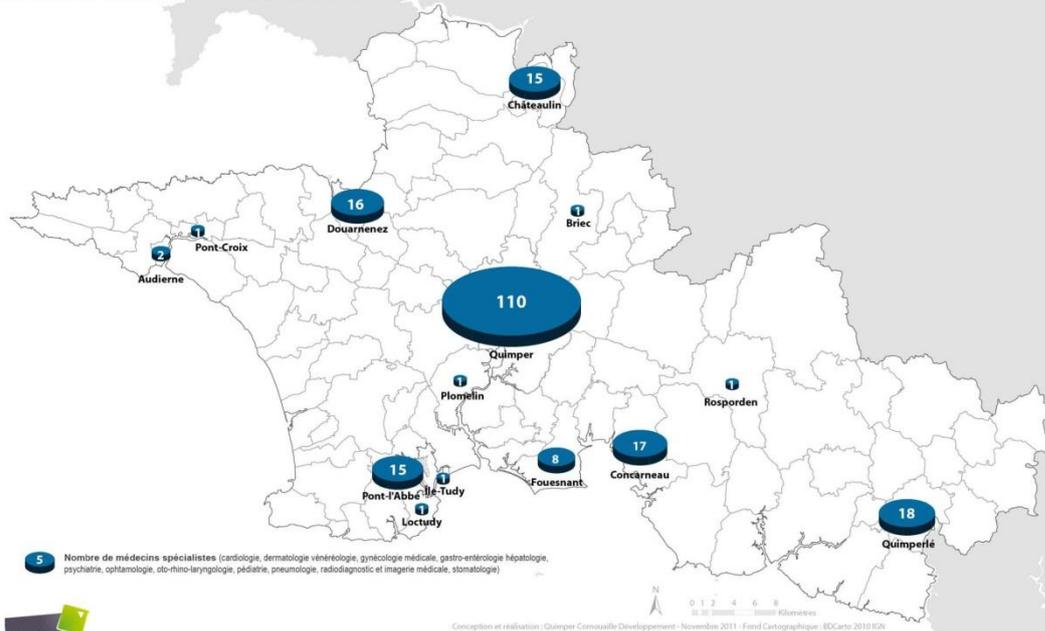
Carte n°12





Nombre de médecins spécialistes par commune en Cornouaille

Source : INSEE – Base permanente des équipements 2010



Vendredi 9 décembre 2011 | 4^e rendez-vous de la Cornouaille | l'armature urbaine cornouaillaise

L'armature urbaine bretonne se caractérise par son organisation polycentrique, réseau dense de villes interdépendantes de tailles différentes. Cependant, le territoire réel correspond de moins en moins à l'image pyramidale hiérarchique spontanément associée à l'armature urbaine.

Les interdépendances de longues distances, les effets de proximité et la liberté croissante des acteurs à l'égard des déterminismes géographiques bouleversent les représentations établies.

L'armature urbaine cornouaillaise historique (villes têtes de pont, villes portuaires, pôles ruraux) se caractérise aussi par sa multipolarité. Est-ce un atout ? Quels processus d'évolutions sont à l'œuvre actuellement ? Allons-nous vers un renforcement ou un affaiblissement des centralités ? Quelles en sont les conséquences en termes d'équilibres ou d'impacts sociologiques ?



Rédaction : Maryse Brégeon / Ronan Marcel. Les titres et intertitres sont de Quimper Cornouaille Développement
Conception et réalisation : Maryse Brégeon – Quimper Cornouaille Développement - janvier 2012
Crédits photos & cartographiques : Quimper Cornouaille Développement – JP Ferrand - Illustration de l'invitation : GÉDÉZ'ailes
Communication - Quimper

Agence de Développement Economique et d'Urbanisme de Quimper Communauté et de Cornouaille

3 rue Pitre Chevalier – CS 40002 – 29018 Quimper Cedex

Tel 02 98 10 34 00 – Fax 02 98 10 34 10

www.quimper-cornouaille-developpement.fr